

les dossiers de l'IFEA

série : la Turquie aujourd'hui no: 8

La présence roumaine à Istanbul Une chronique de l'éphémère et de l'invisible

par

Sylvie GANGLOFF

Jean-François PÉROUSE

avec la collaboration de Thomas TANASE

Programme "Turquie –mer Noire– Caucase"
Observatoire urbain d'Istanbul



INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL
Istanbul, octobre 2001



Institut Français
d'Études Anatoliennes

Institut français d'études anatoliennes
Fransız Anadolu Arařtırmaları Enstitüsü

La présence roumaine à Istanbul

Une chronique de l'éphémère et de l'invisible

Sylvie Gangloff et Jean-François Pérouse

DOI : 10.4000/books.ifeagd.154
Éditeur : Institut français d'études anatoliennes
Lieu d'édition : İstanbul
Année d'édition : 2001
Date de mise en ligne : 4 novembre 2014
Collection : La Turquie aujourd'hui
EAN électronique : 978-2-36245-022-8



<https://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2001
EAN (Édition imprimée) : 978-2-906053-66-3
Nombre de pages : 47

Référence électronique

GANGLOFF, Sylvie ; PÉROUSE, Jean-François. *La présence roumaine à Istanbul : Une chronique de l'éphémère et de l'invisible*. Nouvelle édition [en ligne]. İstanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2001 (généré le 27 mars 2024). Disponible sur Internet : <<https://books.openedition.org/ifeagd/154>>. ISBN : 978-2-36245-022-8. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.154>.

Ce document a été généré automatiquement le 27 mars 2024.

Le texte seul est utilisable sous licence . Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

RÉSUMÉS

Depuis 1991, de nombreux ressortissants des pays anciennement communistes affluent sur les marchés d'Istanbul, dans ses échoppes et aux abords des quartiers commerçants de Laleli, Beyazıt, Osmanbey, Merter et Karaköy. Ce « commerce à la valise » a pris d'importantes proportions depuis 1992. Il témoigne, dans le cas stambouliote comme pour d'autres métropoles, de nouvelles formes de mobilités internationales, qui jouent des différentiels de prix et de juridiction d'un État à l'autre. Le cas des commerçants russes et ukrainiens à Istanbul a fait l'objet d'enquêtes de presse et de quelques études, mais celui des Roumains reste largement méconnu.

NOTE DE L'ÉDITEUR

Programme "Turquie -mer Noire- Caucase"
Observatoire urbain d'Istanbul

SOMMAIRE

Introduction

- 1. Le commerce à la valise roumain : un phénomène en déclin ?*
- 2. Profil et évolution de la présence de travailleurs roumains à İstanbul*
- 3. Perception de la présence roumaine dans la presse turque : un certain écho*
- 4. Les relations entre la Turquie et la Roumanie : normalisation politique et poids de l'histoire*

Conclusion : une chronique de l'éphémère et de l'invisible ?

Annexes

Bibliographie

Introduction

- 1 Depuis 1991, de nombreux ressortissants des pays anciennement communistes affluent sur les marchés d'Istanbul, dans ses échoppes et aux abords des quartiers commerçants de Laleli, Beyazit, Osmanbey, Merter et Karaköy. Ce « commerce à la valise » a pris d'importantes proportions depuis 1992. Il témoigne, dans le cas stambouliote comme pour d'autres métropoles, de nouvelles formes de mobilités internationales, qui jouent des différentiels de prix et de juridiction d'un État à l'autre¹. Le cas des commerçants russes et ukrainiens à Istanbul a fait l'objet d'enquêtes de presse et de quelques études², mais celui des Roumains reste largement méconnu.
- 2 De nombreux Roumains se sont également dirigés vers Istanbul pour y trouver du travail, phénomène au premier abord surprenant pour un pays comme la Turquie, traditionnellement -et toujours- exportateur de main-d'œuvre. Istanbul draine en effet aujourd'hui une main- d'œuvre étrangère composite (Maghrébins³, Asiatiques⁴, d'Afrique sub-saharienne⁵, etc.). Cet attrait, purement commercial ou professionnel, concerne non pas la Turquie dans son ensemble mais bien essentiellement la mégapole d'Istanbul⁶, et si celle-ci attire aujourd'hui une main-d'œuvre étrangère, elle attire depuis longtemps, pour les mêmes motifs, une main- d'œuvre interne (de plus en plus en provenance des régions rurales de l'est anatolien). Par les opportunités d'emplois qu'elle offre et concentre, elle a en effet un pouvoir attractif sans équivalent. La main-d'œuvre étrangère, souvent précaire et non déclarée, est un des piliers de l'économie urbaine métropolitaine et une expression de la dualisation du marché de l'emploi, particulièrement accusée dans les grandes métropoles.
- 3 Le phénomène roumain revêt cependant un caractère apparemment spécifique. Les Roumains constitueraient, sans que l'on puisse chiffrer précisément ce groupe, un des segments les plus importants du marché de l'emploi étranger à Istanbul. Aucun autre peuple des pays anciennement communistes n'est à ce point présent sur le pavé stambouliote. Malgré les difficultés forcément rencontrées lorsque l'on s'emploie à cerner une population largement mouvante et opérant majoritairement hors du champ de l'économie déclarée, nous tenterons d'estimer le poids de cette communauté et d'en dresser un profil. Notre souci n'est pas réellement statistique, en ce sens que l'approche statistique est par définition inapte à rendre compte de cette mobilité. Nous essaierons néanmoins de critiquer les chiffres, parfois exorbitants, qui circulent çà et là.

- 4 Précisons, par ailleurs, que nous ne nous intéresserons pas spécifiquement à la prostitution et à ses activités connexes qui alimentent régulièrement la chronique journalistico-policière, compte tenu des difficultés que présenterait une telle étude. Assimiler navettage à la valise, travail clandestin et économie de la prostitution serait tomber dans l'amalgame ; pour autant, on ne peut poser *a priori* une étanchéité absolue entre ces trois phénomènes. Les nombreux articles de presse qui évoquent la présence des prostituées -ou tout au moins stigmatisées et catégorisées comme telles- d'origine roumaine feront l'objet d'une exploitation, avec toutes les réserves et toute la prudence qui s'imposent quand on a affaire à un discours journalistique.
- 5 Les cas individuels de Roumains installés à İstanbul de façon permanente, suite à un mariage généralement, ne présentent pas réellement d'aspect communautaire ou communatariste, et surtout ils offrent peu visibilité⁷. Les quelques cas rencontrés au cours de nos enquêtes indiquent cependant qu'ils peuvent jouer un rôle d'intermédiaire ou d'interface entre les Turcs et les Roumains (commerçants ou travailleurs). Ils sont notamment présents dans les boutiques de Laleli.
- 6 Quant aux très nombreux Turcs qui ont émigré de la Dobroudja roumaine à la fin du XIX^e ou au début du XX^e siècles, ils se sont fondus dans la population turque et ne représentent plus une communauté soucieuse de se distinguer⁸.
- 7 Quant aux méthodes et sources utilisées, outre un examen de la presse turque rendant compte de ce phénomène, nous nous sommes essentiellement appuyés sur des entretiens et des séquences d'observation mobile. Quelques lieux ont été privilégiés, comme le *Balkan Pazarı* (ou *Balkan Bazaar* ou *Emniyet Bazarı*), la petite gare routière à Yenikapı (*Emniyet otogarı*), le « bazar roumain » (*Bazaar Romania*) toujours à Aksaray, la gare de Sirkeci ou la zone industrielle d'İkitelli dans l'arrondissement de Küçükçekmece.

NOTES

1. A. Tarrus, « Le lien social fort comme préalable à la réussite économique. Initiative des migrants entrepreneurs, des économies souterraines internationales ; parcours étapes, transactions commerciales », *Journal des Anthropologues*, janvier 2001.
2. P. Blacher, « Les Shop-turisty de Tsargrad ou les nouveaux russophones d'İstanbul », *Turcica*, Paris, tome 28, 1996, pp. 11-50 et J.-F. Pérouse, « Irruption et éclipse des navetteurs 'russes' à İstanbul (1988-1999). Remous et rumeurs dans la mégapole », *Slavica occitania*, Toulouse, 8, 1999, pp. 273-312.
3. M. Peraldi, « Le cycle algérien dans Lâleli morose », *Lettre d'information de l'Observatoire Urbain d'İstanbul*, İstanbul, IFEA, n° 14, 1998, pp. 19-22.
4. Comme l'a rappelé, en mai 2001, l'incendie à Eminönü, dans la péninsule historique, d'un vieil immeuble squatté par trente Bengalais entassés. Leur présence est d'ailleurs de plus en plus visible sur le « marché des travailleurs » de Yenikapı.
5. Cf. *Atlas*, İstanbul, janvier 2001.

6. Une ébauche de commerce à la valise est également visible à Trabzon, à l'extrémité orientale de la côte pontique de la Turquie, mais la fermeture de la frontière avec l'Arménie en 1993, les divers embargos imposés aux pays du Moyen-Orient (Iran et Irak) générèrent plutôt des trafics en tout genre.

7. Le consulat roumain confirme que ces cas sont extrêmement rares. Entretien avec le consul et le vice-consul, 29/11/2000.

8. Sur ces migrations, voir Nedim İpek, *Rumeli'den Anadolu'ya Türk Göçleri (1877-1890)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu, 1994 ; Cevat Geray, *Türkiye'den ve Türkiye'ye Göçmenlerin İskanı (1923-1961)*, Ankara, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yay., 1962 ; Kemal Kirişçi, « Post-Second World War Immigration from the Balkan Countries to Turkey », *New Perspectives on Turkey*, n° 12, printemps 1995, pp. 61-77.

1. Le commerce à la valise roumain : un phénomène en déclin ?

- 1 L'expression « commerce à la valise » (*bavul ticareti / suitcase turizm*) désigne l'activité des individus qui, à titre personnel, en groupe, en couples ou seuls, se rendent à İstanbul pour y effectuer de multiples achats, généralement dans le textile et le cuir (vestes en cuir, chaussures, tee-shirts, etc.), dans la confiserie (biscuits, chewing-gums) et les produits d'entretiens (savons). De retour dans leur pays, ces commerçants revendent ces marchandises sur des marchés, à des commerçants locaux ou, pour certains, disposent de leur propre boutique. Ces voyages semblent assez rentables : les marchandises acquises à İstanbul sont en moyenne revendues au pays deux à trois fois plus cher que le prix d'achat. Il s'agit d'un commerce informel à l'origine et qui échappe partiellement au contrôle des États.
- 2 Ces commerçants sont originaires des pays de l'ex-URSS et des pays de l'Est (Russie, Pologne, Bulgarie, République de Macédoine/ FYROM, Moldavie, Ukraine, Azerbaïdjan, etc.). Dans les premiers mois qui ont suivi l'effondrement des régimes communistes, ces échanges s'effectuaient souvent sous la forme de troc. Les touristes/commerçants vidaient tout simplement leur grenier et, le produit de leur vente en poche, ils achetaient quelques paires de chaussures et autres vestes en cuir qu'ils revendaient au pays. Après une brève période de curiosité vis-à-vis de ce phénomène, les Turcs se sont rapidement désintéressés du bric-à-brac proposé par ces commerçants et les marchés informels⁹ qui avaient surgi sur les marges du Grand Bazar d'Eminönü ou à Karaköy¹⁰ ont disparu aussi rapidement et spontanément qu'ils étaient apparus. C'est sur l'unique vente de marchandises turques que ce commerce s'est alors organisé. La rapidité de son développement est assez surprenante. Le nombre d'entrées de « touristes » en provenance des Nouveaux Pays Indépendants le confirme, si besoin était : 722 500 en 1991, 1 245 000 en 1992, 1 172 000 en 1993, 1 512 000 en 1994, 1 048 400 en 1999, 1 376 600 en 2000¹¹. En 1997 encore, on a enregistré 1 017 081 ressortissants de la seule Fédération de Russie aux frontières de la Turquie.
- 3 En 1996, le commerce à la valise représentait, toutes nationalités confondues, une valeur annuelle de 5 à 10 milliards de dollars US selon les estimations¹². Même en prenant les estimations les plus faibles (5 milliards de dollars par an), et avec toute la prudence requise quant à la fiabilité de ces chiffres, ce commerce informel dépassait de

loin le commerce légal avec les pays concernés : la même année, les exportations officielles vers la Russie n'étaient que de 2,1 milliards de dollars ; vers la Roumanie de 185 millions.

- 4 L'ampleur de ce commerce informel illustre non seulement le caractère naturel du débouché stambouliote, pour la péninsule balkanique comme pour l'entité russe, mais aussi la complémentarité des économies en présence. Par sa production de biens de consommations relativement bon marché (même si la qualité n'est pas toujours comparable avec celle des produits européens qui sont, eux, nettement moins bon marché), la Turquie est un partenaire intéressant ou, pour le moins, possible, et relativement proche géographiquement. Le choix d'Istanbul est aussi motivé par la simplicité des formalités puisque, souvent, le simple visa de tourisme suffit. Notons de suite que la Turquie n'est pas la seule destination empruntée par ces commerçants à la valise. La Pologne, les Émirats-Arabs-Unis ou la Chine voient également de nombreux touristes des ex-pays de l'Est et de l'ex-URSS débarquer sur leurs marchés.
- 5 Le commerce à la valise a également confirmé la souplesse et le dynamisme des commerçants et petits entrepreneurs turcs qui s'étaient déjà lancés à l'assaut des nouveaux marchés de l'Asie centrale avec beaucoup de vigueur (mais moins de succès, en raison de la faible solvabilité de ces pays et le faible pouvoir d'achat de leur population). Ceux-ci se sont, à Istanbul, très rapidement adaptés à cette nouvelle demande. Des semi-grossistes ont investi un quartier entier, le quartier de Laleli entre Aksaray et la place de Beyazıt, qui s'est recyclé dans la vente aux commerçants de l'Est. Les vendeurs turcs parlent les quelques mots de russe ou roumain utiles ou indispensables à la vente de leurs marchandises et les chaînes de production, éminemment souples, ont été restructurées et se redéfinissent constamment en fonction des produits demandés par ces nouveaux commerçants étrangers.
- 6 Des liaisons d'autobus régulières ont été mises en place vers la Bulgarie, la Macédoine, la Roumanie ou vers le Caucase. Ces liaisons se comptent en dizaines par jour. Dans leur majorité, ces compagnies d'autobus sont détenues par des Turcs. Les commerçants russes ont, eux, plutôt recours à l'avion. En raison de l'ampleur du trafic, un terminal spécial a été affecté, en 1994, aux liaisons avec la Russie (le terminal C de l'aéroport Atatürk à Istanbul). Comme aux terminaux des autobus, on peut y rencontrer de nombreux voyageurs encombrés de leurs volumineux paquets. Les Russes et Ukrainiens recourent aussi aux bateaux-cargos, parfois mal entretenus et bondés, comme celui faisant la liaison entre Istanbul et Sebastopol qui a coulé en mer Noire fin janvier 2001 à cause d'une surcharge évidente¹³.

Courts et fréquents séjours, petits achats

- 7 Tout comme les Russes et autres Bulgares et Macédoniens, les Roumains participent à cet important commerce à la valise depuis 1991. Et tout comme eux, ils se sont rapidement dirigés vers Istanbul après le changement de régime dans leur pays. On peut même parler de ruée pour les années 1992-1994. Un million de « touristes » roumains se seraient en effet rendus à Istanbul en 1992¹⁴. Ils représentaient, après les ressortissants de la Fédération de Russie, la deuxième nationalité présente à Laleli.
- 8 Depuis lors, ces voyages commerciaux, effectués au départ de façon épisodique, sont devenus plus fréquents (d'où le terme de « navetteurs ») et de nombreux Roumains en ont fait leur métier. Décrits, les premières années, par les commerçants turcs comme

des « acheteurs avides » qui « s’approvisionnent goulûment à İstanbul »¹⁵, les touristes/commerçants roumains (tout comme leurs semblables russes ou bulgares) ont progressivement régulé et organisé leur commerce. Ils savent à l’avance ce qu’ils cherchent, où le trouver, et ont une idée bien précise des prix. Les chaînes d’achat et de vente se sont en conséquence rodées et les parcours sont bien balisés, de la compagnie d’autobus à l’hôtel et aux divers commerçants bien identifiés.

- 9 Les compagnies d’autobus assurant un service sur la Roumanie sont donc nombreuses. Une enquête dans le complexe de Laleli-Beyazıt-Aksaray-Yenikapı (voir photos 1, 2, 11, 12 et 21) nous a permis de dénombrer au moins une quinzaine de liaisons quotidiennes sur la Roumanie, les 4/5ème de ces liaisons étant sur Bucarest, les autres suivant le trajet Constanța- Tulcea-Braïla. Ces voyages sont peu coûteux : les prix d’un aller İstanbul-Bucarest en autocar est officiellement fixé à 25 dollars avec possibilité de le négocier à 20 dollars (17 millions de TL en janvier 2001¹⁶). Ces voyages sont d’une durée de 20 heures pour Bucarest. Les autobus partent généralement de Roumanie dans l’après-midi pour arriver le matin tôt (vers 6 heures) à İstanbul. On comprend donc qu’il soit relativement facile d’effectuer une ou deux fois le trajet par mois, la fatigue accumulée mise à part.
- 10 Les navetteurs les plus fortunés ont, eux, recours au train qui leur permet de voyager dans des conditions un peu plus décentes, moins éprouvantes et, selon nos interlocuteurs, plus sûres au passage de la douane. Le voyage est un peu moins long que par bus (17h en train contre 20h en autobus) et, là aussi, la fréquence des liaisons (une par jour) offre une certaine souplesse dans la gestion des aller-retours de ces commerçants. En revanche, il coûte presque deux fois plus cher (33 millions en mars 2001). Le bateau semble, lui, peu emprunté par nos navetteurs. Quant à l’avion, par son coût beaucoup plus élevé, il est exclusivement réservé à une clientèle plus aisée, généralement des hommes d’affaires. *Turkish Airlines* et *Tarom*, la compagnie nationale roumaine, proposent aujourd’hui des liaisons quotidiennes entre les deux capitales.
- 11 Les voyages en autobus permettent par ailleurs de tisser des contacts et d’échanger des informations sur les meilleures adresses de Laleli-Aksaray-Yenikapı¹⁷. Les réseaux d’achat se forment et se reforment durant ces voyages. Ils sont en effet l’occasion de discuter avec les autres commerçants des nouveaux produits et des meilleures adresses, de comparer les prix et, le cas échéant, de dénoncer les escroqueries. Ces voyageurs finissent par se connaître et l’information circule très rapidement et très efficacement par ce biais.

Dans un magasin de Bazaar Romania

Le patron du magasin « Romania » dans le *Bazaar Romania* est plutôt affable. Il précise de suite que ses clients sont presque exclusivement Roumains : « jamais de Turcs, deux à trois Russes par mois peut-être. Et ils viennent de l’ensemble du pays, de Transylvanie, par exemple ». En une heure et demie-deux heures, quatre personnes y font leurs achats. Elles ont en commun d’être toutes des habituées, entrées directement dans le magasin, sachant ce qu’il a à proposer, les prix, et faisant leurs transactions en quelques minutes. La différence est à cet égard notable avec d’autres acheteuses entrées pour regarder, qui ne sont manifestement pas connues du patron ou de son assistant, et qui finalement n’achètent rien.

Les acheteuses ont beaucoup de caractéristiques communes. Elles sont toutes des

femmes, venues seules, arrivées dans la matinée, repartant le soir avec ce qu'elles auront acheté. Les origines géographiques ne sont pas si variées : trois d'entre elles viennent de Moldavie du sud, dont deux de Fetesti et une de Maçin (il s'agit d'une Turque de Roumanie, parlant bien entendu les deux langues parfaitement, plus âgée que les autres ; elle a plaisir à commenter la situation politique du pays, et se réjouit de la victoire d'Iliescu, dont elle espère qu'il saura remédier à l'extrême pauvreté de sa région). La quatrième personne vient directement de Bucarest, et a cette particularité d'être venue par train, ce qui selon elle a l'avantage d'être plus sûr du point de vue des douanes. Toutes se plaignent de la difficulté à écouler leurs marchandises en raison de la pauvreté dans le pays. De nouvelles usines ont fermé à Fetesti, etc. Seule celle provenant de Bucarest, tout en tenant un discours similaire, semble moins désemparée : elle, au moins, a une fille mariée à un Français et qui est partie vivre là-bas (Clermont-Ferrand). Toutes font de petits achats, ce que le patron explique en disant qu'elles viennent toutes les deux ou trois semaines. Elles prennent donc des stocks de petite taille qu'elles réapprovisionnent souvent. Les achats sont de l'ordre d'une trentaine, d'une cinquantaine de dollars. Ils se font en dollars aussi bien qu'en marks, chacune ayant sur elle les deux devises, et réservant les dollars pour les grands achats (coupures de 100 dollars), les marks pour les plus petits.

Le patron est content de sa situation. Il a ouvert deux boutiques à Fagaras (Judet de Braşov). Il fait au moins deux voyages par an en Roumanie. Son fils, bien que faisant des études d'informatique, parle très bien le roumain et reste dans la boutique pour l'aider ou le remplace durant ses absences.

Il nous explique toutefois que sa position ici, dans le *Bazaar Romania*, est délicate. Sur plus de cinquante boutiques (en fait 55), ils ne sont que trois Turcs, le reste étant des Kurdes avec lesquels les relations ne sont manifestement pas excellentes. Le patron les accuse ainsi tour à tour de faire des affaires entre eux et d'être une vraie mafia. « Ils sont brutaux, se disputent pour un rien ».

Entretien réalisé le 14 décembre 2000 dans le Bazaarı Romania, Yenikapi.

- 12 Sur place, les transactions s'effectuent donc en général rapidement et sans formalité. D'après nos propres observations, une transaction ne dure guère plus de 10 min. Typiquement, une acheteuse entre dans un magasin, évalue d'un coup d'œil la marchandise, demande éventuellement un article précis et achète en un temps record de 5 minutes si elle est intéressée. Le montant des transactions dans une boutique varie en moyenne de 100 à 500 francs, et surtout, la négociation, s'il y a, est extrêmement brève, voire même brutale. À quelques exceptions près¹⁸, on est en fait frappé par la totale absence de civilité marchande dans le rituel de la négociation : la quasi-absence de marchandage et la rapidité de l'échange sont exactement l'inverse des règles habituelles de la négociation en Turquie.
- 13 Ces transactions sont aussi le domaine presque réservé des femmes. Celles-ci se déplacent seules ou en groupe de deux ou trois, voire en couple. Mais même dans ce dernier cas, c'est toujours la femme qui négocie en dernier ressort¹⁹. La nature des marchandises achetées (textiles essentiellement) motive peut-être ce recours aux femmes, estimées plus aptes à juger de la qualité de ces marchandises ; et peut-être aussi plus fermes dans les négociations ! Les femmes ont également été les premières touchées par les restructurations consécutives à l'introduction de la loi du marché dans

leur pays : ayant perdu leur emploi (ou étant déjà femmes au foyer), elles ont alors eu le loisir de réaliser ces voyages commerciaux.

- 14 Leur séjour à İstanbul dépasse rarement une journée, une journée et demie²⁰ puisqu'elles n'ont pas à chercher, à comparer les prix ou à négocier des heures durant. Elles évitent ainsi également le paiement d'une nuit d'hôtel ou réduisent ce surcoût à une seule nuit ; surcoût qui se monte à environ 10 dollars, prix que nous avons pu constater dans la majorité des hôtels que nous avons visités (prix, bien sûr, qui n'est pas le prix affiché à l'entrée !). Précisons de suite que les hôtels et pensions où descendent les Roumains ne sont jamais des hôtels et pensions où les Turcs séjournent. Ils peuvent être côte à côte mais en aucun cas les commerçants des pays de l'Est ne se mélangent avec les Turcs ; à l'exception bien sûr des Roumaines qui pratiquent un commerce quelque peu particulier -ou pas très particulier justement- qui, elles, bien sûr, fréquentent tous types d'hôtels. Ainsi, lorsque nous enquêtons auprès des tenanciers de ces établissements pour savoir s'ils recevaient une clientèle roumaine dans leur hôtel, nous nous sommes systématiquement vu demander de préciser si nous étions à la recherche de « Roumains » ou de « Roumaines ». Manifestement, la différence de genre importait ! Enfin, de nombreux hôtels travaillent en cheville avec une compagnie d'autobus ou un chauffeur qui leur amène une clientèle. Dans l'ensemble, ces commerçants roumains évitent toutefois la nuit à l'hôtel et restent à peine une journée sur İstanbul. Ils arrivent donc généralement vers 6 heures du matin et repartent vers 16 ou 17 heures. Tous leurs achats s'effectuent dans cet intervalle.
- 15 Le *Bazaar Romania* (en fait, littéralement *Bazaar Romania-Ruski-Polski-Hungary-Bulgaria-Engros-Ontom* est, malgré son nom, presque exclusivement fréquenté par des Roumains (voir photos 4, 5, 6 et 18). Il regroupe sur deux étages une quarantaine de boutiques de vêtements. Les marchands y parlent le roumain et ces derniers y ont « leurs habitudes ». Quant au *Balkan Pazari*, il est aussi en majorité fréquenté par les Roumains.
- 16 Les propriétaires des boutiques de ces deux bazars emploient parfois également un assistant d'origine roumaine pour faciliter les contacts : c'est le cas du jeune assistant, originaire de Galatz, dans la boutique « Romania » au *Bazaar Romania* ; c'est le cas également dans la boutique (sommaire puisque aménagée sur la rue) de vestes en cuir, située à deux pas, que nous avons visitée où l'assistant-vendeur est également originaire de Galatz. Certains de ces intermédiaires roumains se sont installés à İstanbul, voire y ont fait leur vie, offrant ainsi des repères plus permanents dans le paysage très mouvant de Laleli. C'est le cas de Lili qui, venue en 1996 à İstanbul pour travailler dans une boutique de Laleli, s'est mariée avec un Turc. Elle tient aujourd'hui une boutique de cierges à Yenikapı ; c'est également le cas de cette jeune Roumaine qui est arrivée à İstanbul en 1997, s'est mariée (avec un Irakien) et même convertie à l'islam. Elle travaille aujourd'hui à l'*Emniyet Otogarı* dans une agence d'autobus pour la Roumanie.
- 17 Contrepartie du fait que ces Roumains restent généralement peu de temps à İstanbul, ils reviennent régulièrement : une fois par mois, une fois toutes les trois semaines ou tous les quinze jours selon les témoignages. Conséquence de cette fréquence des allers-retours, ils achètent en assez petites quantités. La monnaie de transaction est en grande majorité le Mark allemand, éventuellement le dollar pour les gros achats.

Compagnies d'autobus assurant un service sur la Roumanie (liste non exhaustive)
Les compagnies d'autobus offrant un service sur la Roumanie sont très

nombreuses. À la fin de l'année 2000, on pouvait dénombrer de quinze à vingt liaisons quotidiennes. Les 4/5ème suivent la route Bucarest-Iași, le cinquième restant la route Constanța / Tulcea / Braila. Les autobus sont généralement aux 2/3 pleins, voire complets. Toutes ces compagnies ont leur(s) bureau(x) dans le quartier de Laleli- Bezayıt-Aksaray-Yenikapı. Les passagers sont quasi exclusivement roumains. Aucune desserte n'est par exemple prévue en Bulgarie par où il faut pourtant transiter avant d'atteindre la Roumanie. Les compagnies sont en majorité détenues par des Turcs et les véhicules, même s'ils ne sont pas parmi les plus récents modèles, sont relativement fiables.

Toros (a) (b)	en moyenne, 4 bus par jour sur Bucarest/Iași
Özlem (a)	un bus par jour sur Constanța/Tulcea/Braila.
Marsel (a)	un bus par jour sur Bucarest.
Megasoy (a)	un bus par jour sur Bucarest/Iași ; bureaux : avenue Aksaray, Okyanus İşhanı, Laleli.
Nişikli (a)	un bus par jour sur Constanța.
Star (b)	Bucarest. Deux bus par jour sur Bucarest ; bureaux : avenue Ordu, Laleli.
Murat (b)	Trois bus par jour sur Constanța et Ploiești.
Fatih Turizm (b)	un bus par jour sur Bucarest.
Ortadoğu Tur (b)	Un, deux ou trois bus par jour sur Bucarest. Dessert aussi Constanța/Braila.
	Bureaux : avenues Fetihbey Cad. et Büyük Reşit Paşa.
Ekim (a)	trois bus par semaine ; compagnie liée à l'hôtel Burak.
Yazıcıoğlu (b)	deux fois par semaine ; bureau avenue Büyük Reşit Paşa, n° 12, Laleli.

- (a) un bureau à Emniyet Otogarı
 (b) un bureau près de Beyazıt (sur la Ordu Cad. ou la Büyük Reşid Paşa)
 Source : enquêtes conjointes, novembre et décembre 2000.

Les compagnies disposent généralement d'un bureau à *Emniyet Otogarı* (le long de l'avenue Büyük Langa près de Yenikapı) et/ou près de Beyazıt (sur l'avenue Ordu ou l'avenue Büyük Reşid Paşa). Les autobus partent et arrivent à l'un de ces deux emplacements. Les prix sont en moyenne de 20 à 25 dollars.

Ce n'est plus ce que c'était !

- 18 De l'aveu de l'ensemble des commerçants du quartier, les affaires ne sont plus florissantes. Depuis 1994, les clients roumains se font plus rares.
 « Avant, nous avions jusqu'à 100 clients roumains par jour, aujourd'hui, ils ne sont plus que 20 »²¹.
- 19 De fait, les allées du *Bazaar Romania* semblent bien mornes. Les commerçants sont devant leur boutique à l'affût des clients mais ceux-ci sont rares. En trois heures dans la boutique d'Ali (voir photo 17), nous n'avons vu passer que quatre clientes dont une seule a fait affaire avec Ali (achat d'une dizaine de tee-shirts pour 43 DM). Même propos au *Balkan Pazarı* où les commerçants regrettent les beaux jours des années 1993/ 1994.
 « Avant, il y avait de 50 à 100 clients roumains par jour ; aujourd'hui, ils ne sont plus que 3 à 10 par jour. C'est négligeable, surtout par rapport aux Russes », se lamente un commerçant²².
- 20 Ibrahim et Barış, marchands de tissus sur le même marché, confirment qu'il n'y a plus beaucoup de Roumains. L'humeur est donc maussade chez ces marchands qui ont investi dans le commerce avec les Roumains ou encore dans l'apprentissage de la langue. L'impression de vide et de désarroi qui règne dans le *Bazaar Romania* ne trompe pas.
- 21 En effet, quand on reprend des photos ou des articles de presse des dernières années²³, mais proches, et que l'on compare la situation d'alors à la situation actuelle, force est de conclure à une chute de l'activité, tout au moins en tant que place commerciale, qu'il s'agisse du volume des échanges quotidiens ou du nombre d'acteurs (visibles) de ces échanges.
- 22 La rue Langa Bostanları (Yenikapı) est beaucoup moins encombrée qu'il y a quelques années, et plusieurs sociétés de transport (comme la société Barbaros, encore présente en février 1999) et autres commerces ont manifestement fermé (voir photo 7). Le faible taux d'occupation des espaces commerciaux et les nombreux locaux vacants témoignent aussi de ce reflux ; de même que les enseignes effacées mais encore lisibles, comme celle de l'ancienne boutique « Romanya/İaşi », face à l'entrée du *Balkan Pazarı* (photo 22).
- 23 Le nombre d'entrées de touristes roumains en Turquie le confirme. Sous cette appellation, sont comptés les Roumains qui entrent en Turquie par la terre, le ciel ou la mer pour une durée de moins de deux mois. Les chiffres officiels des entrées des Roumains dans le pays donnaient pour les années 1997-1999, 4 à 500 000 entrées par an.

On est donc loin du million de l'année 1992. De plus, ce chiffre a encore chuté en l'an 2000 : 265 100, contre 483 100 en 1999²⁴.

- 24 Sur les 9 premiers mois de l'année 2000 (tab.1), 213 000 « touristes roumains » seraient entrés en Turquie. Si l'on fait une projection sur l'ensemble de l'année 2000 -il est bien sûr encore trop tôt pour disposer des chiffres officiels- nous obtenons 280 000 entrées par an. Toutefois, malgré une très sensible baisse des entrées des Roumains ces dernières années, comparativement aux autres « touristes » bulgares ou macédoniens, les Roumains représentent encore, en 2000, 25 % des entrées des touristes de l'Europe de l'Est²⁵.

Tableau 1 : Les touristes de l'Europe de l'Est en Turquie, pour les neuf premiers mois des années 1997-2000

Provenance/ année	1997	1998	1999	2000	Evolution entre 1999 et 2000
Bulgarie	148 000	185 000	170 000	276 000	62,4
Rep. tchèque	53 000	39 000	35 000	56 000	60
Hongrie	17 000	20 000	19 000	30 000	57,9
Pologne	42 000	70 000	56 000	104 000	85,7
Yougoslavie	113 000	130 000	150 000	222 000	48
Roumanie	234 000	390 000	364 000	213 000	- 41,5
Total	607 000	834 000	794 000	901 000	

Source : *Finansal Forum*, İstanbul, 19 octobre 2000, p. 16.

Nota : il peut s'agir en définitive à la fois de navetteurs commerçants qui ne font que des allers-retours ou de travailleurs clandestins qui ressortent tous les deux mois.

Tableau 2 : Les entrées officielles de touristes en 1998

Nationalités	Nombre d'entrées
Allemagne	2 233 740
Fédération de Russie	1 311 357
Angleterre	996 512
Roumanie	505 766
États-Unis	439 885
France	436 932
Hollande	328 002

Iran	309 924
Italie	259 483
Israël	238 298
« Autres »	1 529 745

Source : DIE et *Atlas*, décembre 1999, n° 80.

Tableau 3 : Les entrées officielles de touristes en Turquie pour les 6 premiers mois (janvier-juin) de 1999 et de 2000

Nationalités	Nombre d'entrées en 1999	Nombre d'entrées en 2000
Allemagne	547 356	236 894
Angleterre	294 053	124 175
Roumanie	227 035	?
États-Unis	167 320	55 273
Fédération de Russie	160 772	76 312
Iran	149 925	37 882
France	122 047	44 167
Géorgie	91 897	?
Bulgarie	90 143	29 828
Israël	81 028	31 350

Source : DIE et *Cumhuriyet Hafta*, 13/08/1999, p. 20.

25 Ce commerce roumain n'a cependant jamais atteint les proportions du commerce des Russes à İstanbul²⁶. La présence russe dans le quartier de Laleli-Beyazıt est ainsi beaucoup plus visible que celle des Roumains, malgré les quelques enseignes çà et là en roumain sur la rue Langa Bostanları et l'avenue Küçük Langa à Yenikapı (photos 13 et 18). De plus, les transactions des Roumains (tout comme celles des Bulgares et Macédoniens) diffèrent de celles des Russes sur plusieurs points :

- Tout d'abord, elles s'effectuent en dollars ou DM -et généralement d'ailleurs plutôt en DM²⁷- alors que celles des Russes s'effectuent quasi exclusivement en dollars.
- Dès 1991, les Roumains, contrairement aux Russes, n'ont pas été assujettis au paiement d'un visa de tourisme. Cet avantage, combiné avec une plus grande proximité géographique, et à la possibilité offerte d'effectuer leurs aller-retours en autobus, ils ont pu effectuer des navettes plus fréquemment. Leur mode d'achat a forcément été influencé par la fréquence de ces aller-retours.

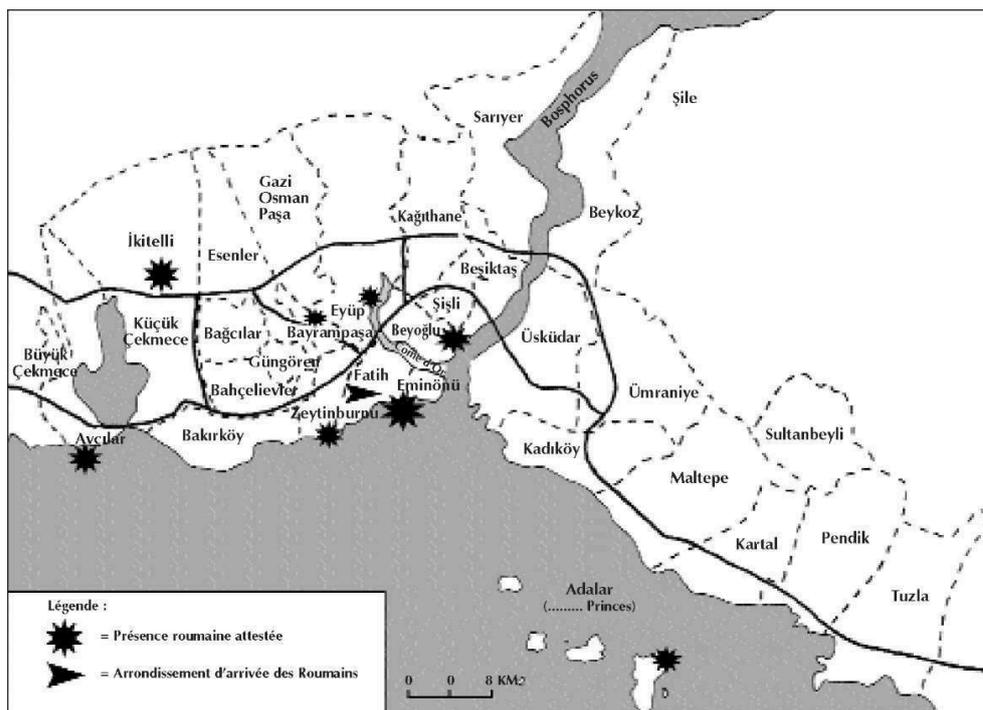
- Les quantités achetées semblent ensuite être moins importantes. Ceci s'explique par la possibilité d'effectuer plus régulièrement le voyage en autobus, mais aussi par la relative étroitesse du marché local (comparé au marché russe) et tout simplement par le caractère encore artisanal du commerce à la valise roumain (et balkanique de façon général). En effet, le commerce russe a très rapidement été encadré par des institutions du type banques, ou par des regroupements plus informels (la mafia) qui avancent des fonds permettant de réaliser de plus importantes transactions.
 - Enfin, l'ampleur du commerce de la valise russe a généré la mise en place de réseaux beaucoup plus structurés, avec, par exemple, des *tour operators* qui assurent une chaîne complète de services : avion/hôtel, et toute une économie du transport intra-urbain de marchandises, des lieux de vente aux lieux d'acheminement vers l'étranger. Rares sont les navetteurs russes qui viennent à Istanbul sans passer par une agence. Pour les Roumains, c'est exactement le contraire.
 - Enfin, si, dans le cas des Russes, l'effondrement de ce commerce à partir de 1995 est en partie lié à la crise financière dans la Fédération de Russie²⁸ et aux nouvelles restrictions imposées par les autorités russes durant l'été 1996 (avec l'imposition d'une taxe de 30 % sur les marchandises acheminées par les commerçants à la valise)²⁹, le phénomène est plus complexe dans le cas des Roumains.
 - La principale raison est bien sûr la situation économique en Roumanie : les usines ferment, les gens sont au chômage, en bref, ils achètent moins. Plusieurs commerçants roumains nous ont confié avoir désormais du mal à écouler leurs marchandises.
- 26 Pour tenter d'expliquer le déclin constaté, nous pouvons ajouter des raisons complémentaires, mais d'importance encore marginale :
- Les Roumains achètent plus ailleurs ou produisent sur place. De façon générale, les prix et/ou le rapport qualité-prix deviennent plus compétitifs ailleurs (notamment en Asie du sud-est)³⁰, et ce commerce à la valise se déplace. La presse turque a récemment noté un mouvement vers le Pirée en Grèce³¹. L'accord d'association entre la Roumanie et l'U.E., entré en vigueur en 1995, a également, entre autres effets secondaires, fait considérablement baisser le coût des achats de produits européens.
 - Par ailleurs, plusieurs vendeurs du *Bazaar Romania* nous ont avoué que les montants des transactions avaient tendance à augmenter et que par conséquent les quantités acquises augmentaient elles aussi ; signe d'une mutation de ce commerce, peut-être analogue à celle survenue dans le cas des Russes.
 - Enfin, on note une tendance des commerçants turcs de la filière de l'habillement à s'installer directement en Roumanie. Ahmet, propriétaire d'un magasin au *Balkan Pazarı*, a ainsi ouvert deux boutiques en Roumanie (à Fagaras dans la région de Braşov). Il se dit satisfait de cet investissement.
- 27 Dans l'ensemble, le commerce à la valise a connu une nette chute à partir de 1995³². Mais, même sur le déclin, ce commerce n'en reste pas moins important. Il tend surtout à se recomposer. Les cas de voyages semi-organisés en groupes sont ainsi de plus en plus fréquents. L'hôtel Çetin, par exemple, travaille exclusivement avec deux groupes de Roumains (d'environ 20 à 30 personnes). Ces groupes se rendent à Istanbul assez fréquemment (quatre fois par mois) et la durée de leur séjour se rallonge également (trois jours), de même, forcément, que la quantité de marchandises achetées³³. Ils ont été formés il y a un an par l'intermédiaire de chauffeurs de bus et l'on retrouve ici le rôle central des voyages dans la constitution de ces réseaux.

- 28 Certains commerçants s'adressent aussi directement aux producteurs ou grossistes dans d'autres quartiers de la ville (Bayrampaşa, Zeytinburnu³⁴, Nişantaşı, Osmanbey ou Merter). Ceci vaut encore plus bien sûr pour le commerce à la valise effectué par les Russes dont les achats sont plus massifs³⁵. Ajoutons que, là encore comme dans le cas des Russes, d'une façon beaucoup plus discrète, les Roumains recourent désormais aussi à des sociétés de transport-cargo (voir photo 8)³⁶. Cette intégration progressive de sociétés spécialisées dans l'activité commerciale transnationale nous paraît aussi être l'indice d'une transformation en cours. À la valise et aux aller-retours fréquents, peuvent dès lors se substituer d'autres modalités d'échange, portant sur des quantités plus importantes et intégrant désormais plus d'intermédiaires. Le Roumain qui effectue ses voyages commerciaux sur une base individuelle tend alors à être marginalisé et à disparaître. Et le commerce à la valise roumain, tout en connaissant une chute progressive et continue, se réorganise en véritables réseaux.
- 29 L'extrême rapidité de structuration et d'évolution de ces réseaux de mobilité et d'échange est toutefois surprenante et ces circuits pourraient complètement se restructurer selon d'autres logiques. Le quartier commerçant de Laleli-Beyazıt-Aksaray-Yenikapı, qui s'est organisé en un temps record après 1991, pourrait tout aussi rapidement se flétrir et disparaître. Il n'y a en effet guère de recyclage possible pour les commerçants et producteurs du quartier dont la gamme de production destinée aux pays de l'Est ne se conforme ni au goût occidental ni même au goût turc³⁷.

Géographie urbaine et « ethnique » : une discrète conformation du territoire des navetteurs roumains

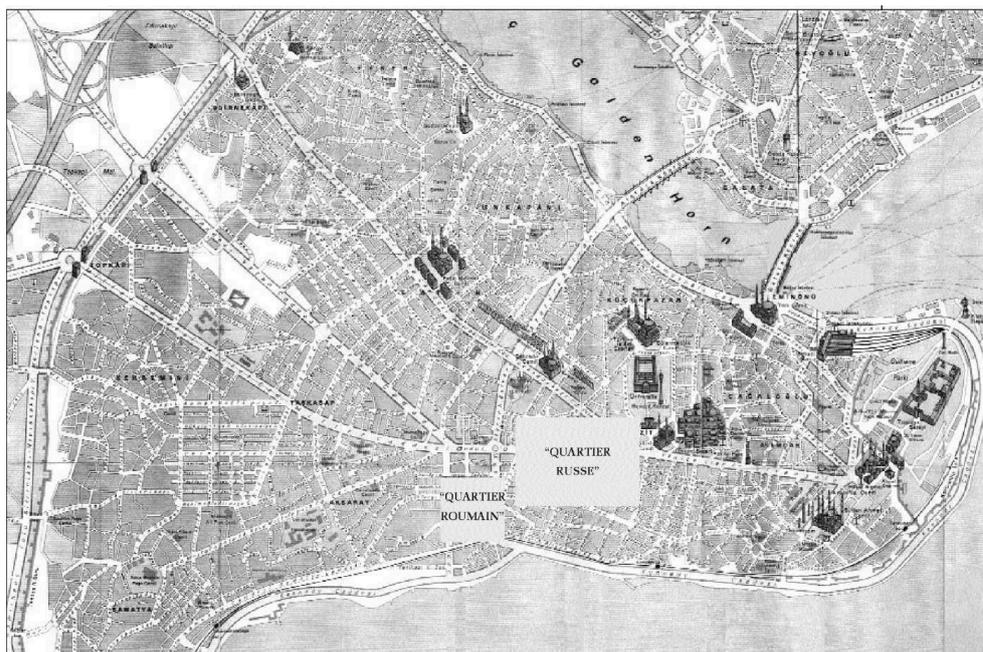
- 30 C'est le complexe de Laleli-Beyazıt-Aksaray-Yenikapı, à l'articulation entre les arrondissements d'Eminönü et de Fatih, qui fait figure de théâtre principal de ces incessants mouvements de commerçants chargés de leurs sacs et paquets (voir cartes 1 et 2). Situé dans la vieille partie de la ville (le vieux Stamboul, au sud de la corne d'Or), Laleli-Beyazıt est depuis bien longtemps un quartier commerçant. Il jouxte le Grand Bazar bien connu des touristes et s'étale entre la place de Beyazıt où, il y a encore trois ou quatre ans, les autobus en provenance de Roumanie se garaient, et le grand carrefour d'Aksaray. Il avait également déjà connu un précédent commerce à la valise avec les achats réalisés par les Maghrébins dans les années 1970 et 1980. De façon concomitante au développement des relations commerciales entre la Turquie et les pays arabes dans les années 70, de nombreux Arabes avaient en effet commencé à fréquenter les échoppes de Laleli³⁸. Au début des années 80, avec l'arrivée de nombreux migrants du sud-est anatolien, le quartier a pris un aspect nettement commercial, symbolisant les biens de consommation bon marché. Laleli était également fréquenté par les Grecs lors de leurs fréquentes excursions à İstanbul. Ces courts séjours touristiques grecs étaient très fréquents jusqu'en 1991, date à laquelle un autobus bondé de touristes grecs a été incendié, provoquant la mort de la totalité des passagers. Les excursions grecques à İstanbul ont immédiatement et complètement cessé après cet incident³⁹. La clientèle arabe s'est en même temps raréfiée et Laleli-Beyazıt n'était plus, à la veille de l'effondrement du monde communiste, qu'un quartier périphérique au grand Bazar et à la grande place de Beyazıt.

Carte 1 : Les territoires des Roumains dans le Grand İstanbul



- 31 Ce complexe a donc complètement été (ré)investi par le commerce à la valise. Des semi-grossistes occupent toutes les rues où se succèdent boutiques et petits bazars de deux ou trois étages, sans parler des innombrables et opportunistes petits commerces ambulants de trottoir. Les hôtels ou pensions où résident ces commerçants sont situés dans ce quartier et de façon générale, ces derniers ne s'aventurent guère au-delà des frontières de Laleli-Beyazıt-Yenikapı. Leur intérêt pour İstanbul se limite au commerce et ni Sainte-Sophie ni le Bosphore ne les attire hors des bornes bien délimitées du quartier. Le commerce à la valise a marqué un quartier entier mais n'a marqué que ce quartier. Ce phénomène de concentration spontanée et volontaire est tout à fait surprenant et relativise l'idée communément admise d'un attrait naturel des Orthodoxes pour « Constantinople ».

Carte 2 : Situation des « quartiers » roumain et russe dans la péninsule historique d'Istanbul

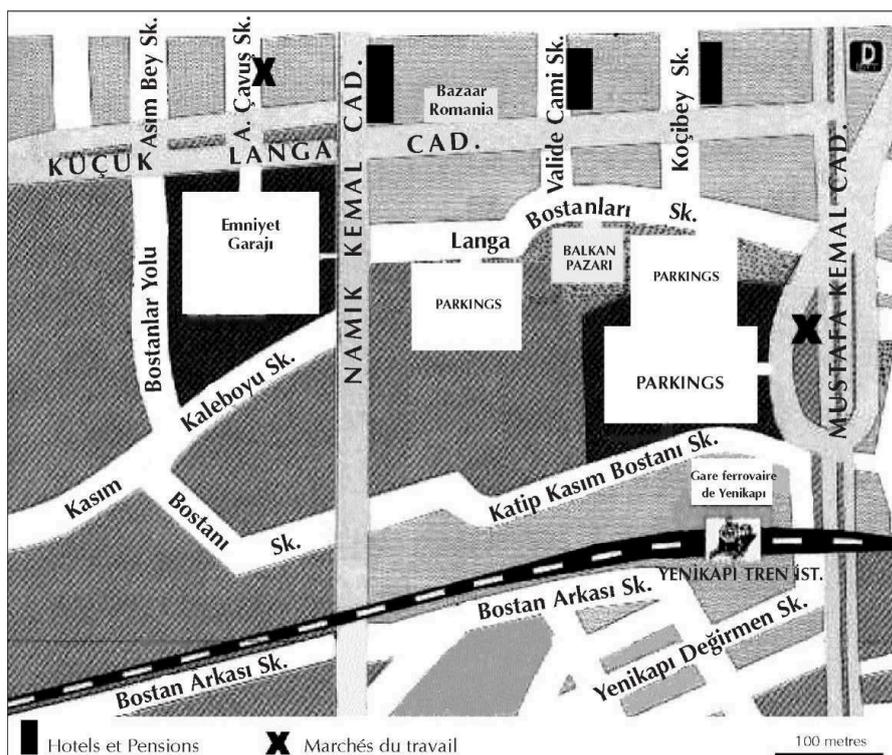


- 32 Quant aux vendeurs turcs, ce sont en quasi- totalité des Kurdes de Turquie, parfois arabophones aussi, à l'origine implantés là pour traiter avec les commerçants maghrébins⁴⁰. Dans le *Balkan Pazarı*, par exemple, sur 55 boutiques, seules trois sont tenues par des Turcs (non kurdes). Ces vendeurs viennent de diverses régions du sud-est, et parfois même sont venus directement de leur village à Laleli-Aksaray, appelés par un cousin ou un ami de la famille pour venir travailler dans leur boutique. Dans le *Bazaar Romania*, les Kurdes originaires de Mardin et Doğubeyazıt⁴¹ semblent en majorité.
- 33 Les quelques commerçants non kurdes vivent mal cet « environnement ethnique » perçu comme étranger, voire hostile. Leurs propos sont plutôt virulents lorsque la question est abordée : « une vraie mafia ces Kurdes ! », « ils font affaire entre eux, sont violents, se battent pour un oui pour un non », etc... Pire : les Kurdes sont même fréquemment accusés de faire chuter la qualité et de détériorer la réputation du quartier.
- 34 Plus généralement, on peut dire que le complexe Laleli-Aksaray-Beyazıt-Yenikapı réalise l'interface active entre migrations ou mobilités internationales et migrations ou mobilités nationales. En effet, nous avons noté de nombreux sièges d'associations de migrants internes à Yenikapı : sur l'avenue Küçük Langa se trouvent l'association des natifs de Viranşehir (département d'Urfa) et celle des natifs de Karaman. De plus, Aksaray est réputé pour ses agences de voyage particulières, qui fournissent faux papiers et titres de transport permettant aux migrants de l'intérieur, comme aux étrangers, d'accéder à la mobilité vers l'Europe. De même, les hôtels et pensions à célibataires d'Aksaray ou d'Eminönü sont fréquentés aussi bien par des étrangers que par des migrants internes.
- 35 Le quartier pratiqué par les Roumains -s'il fallait en définir un- se distingue de celui des Russes, qui s'étend un peu plus au nord-est, par une plus grande exigüité et une moindre visibilité des enseignes et autres inscriptions sur les vitrines. Alors que la présence russe marque l'ensemble des quartiers de Laleli et de Beyazıt, jusqu'à Aksaray, au nord et au sud de l'avenue Ordu, la présence roumaine reste concentrée plus au sud-

est, vers Yenikapı autour du *Balkan Pazarı* et de *l'Emniyet Otogarı*, le long de l'avenue Küçük Langa et de l'avenue Mustafa Kemal, et au nord de la voie ferrée qui fait aussi limite (voir la carte 3). À l'est de la grande avenue Mustafa Kemal, le « quartier roumain » se dilue autour des avenues İnkılâp et Mesih Paşa, jusqu'à l'avenue Ordu, près de la grande place de Beyazıt, où l'on trouve des compagnies de bus présentes à l'Emniyet Otogarı (sur l'avenue Ordu, sur l'avenue Fetih Bey ou sur l'avenue Büyük Reşid Paşa). Les autobus partent et arrivent à l'un de ces deux emplacements. La place de Beyazıt, on l'a vu, n'est plus utilisée par ces compagnies. De même, s'il existe encore nommément, face à Beyazıt, un bazar des pays de l'ex-Europe de l'Est, celui-ci n'a plus d'activité véritable aujourd'hui.

- 36 En fait, la grande différence entre Laleli et Yenikapı tient au montant des loyers pour les locaux commerciaux. Alors que dans le *Bazaar Romania* les loyers sont de l'ordre de 700 dollars en mai 2001, à Laleli ils sont au moins deux fois plus élevés, à l'exception de quelques locaux exigus loués par la mairie ou par des fondations. Le « quartier roumain » du point de vue du marché immobilier est donc un quartier relativement peu prisé.
- 37 Le Yenikapı roumain se présente comme un ensemble de vastes parkings payants (comme l'Aksaray Açıkotopark, qui jouxte l'avenue Mustafa Kemal), de marchés, de gares routières et d'étals mordant sur les rues (surtout le long de la Langa Bostanları). Dans plusieurs de ces parkings, comme ceux entre le *Balkan Pazarı* et le *Balkan Garajı*, on a noté à diverses reprises la présence de camionnettes, de camions et de voitures particulières immatriculés en Roumanie (voir photos 9 et 10). La fonction de transit et d'étape, pour les personnes, les véhicules et les marchandises, y est donc primordiale. Il s'agit bien de la porte d'accès terrestre à Istanbul pour les Roumains, auxquels s'ajoutent inextricablement Balkaniques et Transcaucasiens.
- 38 *L'Emniyet Otogarı*, le long de l'avenue Büyük Langa (à Yenikapı) est le terminal de plusieurs compagnies de bus qui desservent essentiellement la Roumanie, et plus marginalement la Bulgarie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie⁴² : on peut considérer ce lieu comme le cœur du « quartier roumain ». Cette petite place où se garent les autobus pour la Roumanie est quasi fermée et entourée des bureaux de ces agences d'autobus et de quelques boutiques (voir photos 11 et 12). Quelques revendeurs y assurent le change de la monnaie roumaine. Le *Balkan Pazarı*, à deux pas de *l'otogar* du même nom, se présente également sous la forme d'une place quasi- fermée et entourée de boutiques. Celles-ci y sont plus nombreuses qu'à *l'otogar*. Elles regroupent marchands de tissus, de vêtements, de cuir, de jouets et de petite électronique. Les rues avoisinantes abritent les hôtels où les Roumains séjournent. La main-d'œuvre roumaine en attente de travail s'est également longtemps postée sur les trottoirs des rues du quartier.

Carte 3 : Le « quartier » roumain de Yenikapı



- 39 Le **Bazaar Romania**⁴³ est dans ce quartier, avenue Küçük Langa (voir les photos 4, 5, 6 et 7). Se trouvent également sur cet axe plusieurs hôtels et *pansiyon* qui abritent des commerçants roumains : l'hôtel Akkuş (rue Tiryaki Hasanpaşa) ou encore la Hakan Pansiyon en face de ce dernier, etc.). À l'est de l'avenue Mustafa Kemal, les boutiques et hôtels fréquentés par les Roumains se font ainsi beaucoup plus rares (voir en annexe la liste des hôtels recensés et enquêtés).
- 40 En revanche, si le « quartier russe » se distingue assez nettement du « quartier roumain », ce dernier est aussi fréquenté par quelques commerçants iraniens, arméniens, bulgares, macédoniens, albanais ou géorgiens. L'hôtel Çetin (2)⁴⁴, à côté d'*Emniyet Otogarı*, reçoit par exemple des Roumains, Arméniens et Bulgares, mais pas de Russes. À l'*Emniyet Otogarı*, la présence de quelques compagnies d'autobus assurant un service sur la Géorgie, l'Arménie ou l'Azerbaïdjan est assez visible. De façon générale, au-delà de l'avenue Mustafa Kemal, le quartier n'est plus tout à fait roumain mais n'est pas encore russe. Dans ces quelques rues autour des avenues Mesih Paşa et Laleli, se côtoient Bulgares, Albanais, Tunisiens, Irakiens, Iraniens,... et quelques touristes occidentaux, qui, eux, fréquentent les hôtels de meilleur standing. Pour les autres hôtels, des réseaux nationaux sont assez visibles et ils fonctionnent par « tournantes » (les lundi et mardi, des Albanais, les mercredi et jeudi, etc.)⁴⁵. Enfin, il est à noter que le « quartier des Moldaves » (République de Moldavie, ancien RSS de Moldavie)⁴⁶ se situe en plein cœur du « quartier russe » (autour de l'avenue Fevziye) et non pas côté roumain.
- 41 L'approche *mono-ethnique* des « territoires du commerce flou » est en fait impossible : le territoire de Yenikapı est en fait un territoire partagé et perpétuellement réaffecté et les interactions « trans-ethniques », organisées ou hasardeuses, y sont permanentes.

- 42 L'examen des navetteurs roumains, dans leur timide et éphémère déploiement microterritorial, nous a déjà conduits à évoquer l'autre versant de la présence roumaine, en vérité indissociable du précédent, celui des travailleurs.

NOTES

9. Ces marchés avaient, de fait, quelque chose d'un peu irréel : entre le vieux vélo de son enfance, la poupée cassée et le service de table (forcément incomplet) de la grand-mère, ils présentaient, pour les Turcs, un intérêt relevant plus du folklore.
10. C'est à Karaköy que les navires en provenance de Russie et d'Ukraine sont amarrés.
11. *Türkiye İstatistik Yılığ* / *Statistical Yearbook of Turkey*, State Institute of Statistics, Prime Ministry, Republic of Turkey, 1996 ; et TÜRSAB, 2001.
12. De 5 à 10 milliards de dollars selon Gazi Erçel, ex-gouverneur de la banque centrale turque (E. I. U., Country Report, "Turkey", n° 1, 1997, p. 9), 6 milliards de dollars selon *Turkish Probe* (12 juillet 1996, p. 21), 11 millions de dollars selon *Hürriyet*, 9/4/97, au moins 15 milliards de dollars selon l'Union des chambres de commerce (TOBB), cité par *Hürriyet*, 8/7/97.
13. 14 personnes ont trouvé la mort dans cet atroce accident, des femmes en majorité ; *Cumhuriyet*, 30/1/01.
14. I. Selivanova, "Turkey and the Cooperation with the Black Sea Countries : The Beginning of the Path", *Foreign Trade*, n° 9, 1994, p. 16.
15. M. Peraldi, « L'esprit du bazar ; mobilités transnationales maghrébines et sociétés métropolitaines : les routes d'Istanbul », à paraître.
16. 5 millions en février 1999.
17. Cet important échange d'informations s'effectue surtout à l'aller, le retour voyant plutôt ces commerçants, accablés de fatigue (et ayant déjà réalisé leurs achats), se reposer.
18. Nous l'avons par exemple constaté dans la boutique « Romania » du Bazaar Romania de Yenikapı.
19. C'est le cas du couple originaire de Cluj que nous avons rencontré au Bazaar Romania le 4 décembre 2000. L'homme, passablement fatigué, une fois entré dans le magasin, s'est assis lourdement, puis s'est vu servir par l'employé roumain du magasin une bière sous le manteau (on était en période de ramadan), et s'est trouvé dès lors tenu en marge des négociations, comme neutralisé, réduit à parler du beau temps et de football. Ceci dit, nous avons rencontré peu de couples homme/femme dans les magasins de Laleli ou de Yenikapı.
20. C'est le cas de l'ensemble des « Balkaniques » qui s'adonnent à ce commerce à la valise.
21. Entretien du 4 décembre 2000 avec Ali, originaire de Mardin, qui tient une boutique de tee-shirts au Bazaar Romania depuis 7 ans. Ali parle le roumain.
22. Entretien avec N., un Kurde, marchand de vêtements sur le Balkan Pazarı. N. parle le roumain (cf. entretien, 13 novembre 2000).
23. "Laleli'nin işportası", *Sabah-İstanbul*, 20/12/96, p. 3 ; voir en annexe photo 24.
24. Source : TÜRSAB, 2001.
25. *Finansal Forum*, 19/10/00.
26. Plus de 30 millions de Russes gagneraient leur vie en s'adonnant au commerce à la valise, à Istanbul mais aussi en Pologne, en Chine, dans les Émirats-Arabes-Unis. (*Cumhuriyet*, 1/8/96). Au moins 5 millions de familles russes en vivraient ("Rusya'dan bavul müjdesi", *Hürriyet*, 2/9/98).

27. Le DM est, de façon très informelle mais bien réelle, utilisé comme monnaie d'échange et de référence dans une grande partie de la péninsule balkanique.
28. Le commerce à la valise avec les Russes avait, entre temps, constitué des réseaux bien rodés. Les vendeurs turcs avaient notamment octroyé d'importants crédits aux commerçants russes. À la mi-1998, ces derniers avaient contracté pour presque 5 milliards de dollars de dette auprès des vendeurs turcs à İstanbul. Voir "Laleli'de veresiye şoku" [À Laleli, le choc du commerce à crédit], *Türkiye*, 24/8/98.
29. Cette taxe de 30 % sur les marchandises acheminées par les commerçants à la valise visait à compenser le manque à gagner sur les importations officielles. Elle a été imposée en août 1996. Sa mise en application reste toutefois difficile. *Cumhuriyet*, 1/8/96 ; « The Suitcase Trade Moves On », *Turkish Probe*, 12 juillet 1996.
30. *Milliyet*, 8/7/98 ; *Yeni Yüzyıl*, 24/1/98.
31. "Laleli Pire'lendi" [Laleli se pirée-nise], *Sabah*, 18/3/01.
32. Quelques chiffres : 5,6 milliards de dollars en 1996 (*Milliyet*, 24/8/98), 4,5 milliards en 1998 (*Anadolu Ajansı*, 23/8/98) ; là encore, le caractère illégal de ces transactions ne nous permet pas de manier ces chiffres avec fiabilité.
33. Entretien avec Abdül, 12 juin 2001.
34. Enquête conduite dans les milieux du cuir à Zeytinburnu par M. Péraldi, Burhan Erkan et J.-F. Pérouse, en mai 1998 (résultats non encore publiés).
35. *Turkish Probe*, 12 juillet 1996, pp. 20-21.
36. Comme celle située à l'angle de la rue Valide Camii et de l'avenue Küçük Langa. Observations, juin 2001.
37. À l'exception peut-être d'une réorientation vers le commerce avec les Maghrébins qui, aujourd'hui privés de visa pour l'Europe occidentale, investissent le quartier de Laleli. cf. Péraldi (2001), *op. cit.*
38. Çağlar Keyder, "Most of my childhood was spent in Laleli", *Méditerranéennes*, n° 10, hiver 1997-98, p. 179.
39. *Cumhuriyet*, 10/4/91. Merci à Samim Akgönül pour cette référence.
40. Çağlar Keyder, *op. cit.*
41. En avril 2001, on pouvait voir affichée sur les vitres de certaines boutiques l'annonce de la création d'une association des « natifs de Doğubeyazıt à İstanbul », dont le siège est situé à Laleli précisément. L'articulation entre mobilités « internes » et mobilités « externes » à İstanbul était par-là bien exprimée. Il s'agit de « BAY-DER » : Beyazıt Derneği, Mesih Cad., Cem Palas Apart., n° 51, Laleli. Tél : 0212 516 98 04 ; 5000 membres, selon un commerçant du Bazaar Romania.
42. Voir la liste en encadré.
43. C'était à l'origine un collège privé, transformé en centre commercial spécialisé dans la clientèle des pays de l'est il y a une quinzaine d'années. Seulement 50 % des boutiques sont ouvertes selon le commerçant interrogé. Il porte un autre nom, un peu effacé : Bilir İş İşhanı.
44. À ne pas confondre avec l'hôtel du même nom situé plus à l'est, Kızıldaş Sok. Il ne s'agit pas des mêmes propriétaires.
45. Ainsi, l'hôtel Grand Lord (rue Azimkar Sok., standing moyen, 10 dollars la nuit) est essentiellement fréquenté par des Albanais, des Bulgares et des Tunisiens. L'Hôtel Çetin (1), outre les groupes de Roumains mentionnés ci-dessus, ne reçoit que des Irakiens, des Iraniens et des Syriens ; l'hôtel Fuar (avenue Namık Kemal, standing moyen, 48 DM la nuit) fonctionne avec des commerçants bulgares et des touristes allemands, etc.
46. Il s'agit en fait bien souvent de Gagaouzes, Turcs chrétiens de Moldavie. Ceux-ci se déplacent à İstanbul pour se livrer à ce commerce mais aussi, pour beaucoup et notamment pour beaucoup de femmes, pour y trouver un emploi. Ces femmes ont en fait investi un domaine d'activité bien particulier, celui des femmes de ménage. Un « marché au travail » de femmes de ménage

gagaouzes se trouve dans ce quartier à l'emplacement de l'arrivée des minibus pour la Moldavie.
Voir aussi « Moldova-Türkiye umut hattı », *Cumhuriyet*, 3/2/01, p. 9.

2. Profil et évolution de la présence de travailleurs roumains à İstanbul

Difficile évaluation chiffrée et contexte métropolitain

- 1 Il est bien sûr très délicat d'avancer des chiffres fiables lorsque l'on parle de clandestinité. La presse avance le chiffre de 10,5 millions de travailleurs clandestins⁴⁷, ce qui paraît énorme pour un pays dont la population est officiellement de 65 ou 70 millions. Un rapport de la Chambre de commerce d'İstanbul, rendu public en octobre 2000, estimait que cette armée de précaires représentait la moitié de la force de travail en Turquie. Le secteur textile serait à İstanbul le plus concerné par cette précarité : sur 2 millions de travailleurs du textile, 1,5 million seraient non déclarés (et donc sans Sécurité Sociale)⁴⁸. De fait, selon l'Institut de la Sécurité Sociale, sur 6500 lieux d'activité contrôlés à İstanbul, 1200 n'étaient pas inscrits du tout à la Sécurité Sociale et plus de 50 % de ceux qui l'étaient étaient en retard dans leur paiement et présentaient des irrégularités⁴⁹. Enfin, sur ces 10 millions de travailleurs clandestins -avec donc toutes les réserves qui s'imposent sur cette estimation- il y aurait, selon le ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, environ un million de travailleurs clandestins étrangers⁵⁰.
- 2 Ces travailleurs clandestins, étrangers ou nationaux, alimentent des « marchés du travail », à la journée ou à la tâche, à İstanbul : à Yenikapı, à Kasımpaşa (devant la Büyükcami)⁵¹, à Gaziosmanpaşa (près de la mairie), ou à İkitelli, et contribuent à faire chuter le coût de la main-d'œuvre en acceptant des salaires qui, dans le cas des Irakiens, des Afghans ou des Iraniens par exemple, ne dépassent pas un ou deux millions de Livres Turques par jour (montant de mars 2001), à savoir un ou deux dollars.
- 3 Les Roumains représenteraient une partie non négligeable de cette main-d'œuvre clandestine étrangère. İstanbul fait figure de première implantation en Turquie, mais ils sont aussi installés en Thrace turque qui présente l'avantage, tout comme İstanbul, d'une certaine proximité avec leur pays. Selon un rapport du syndicat du textile, en Thrace, 3 travailleurs du textile non déclarés sur 10 seraient des Roumains⁵². Des travailleurs roumains peuvent aussi avoir trouvé du travail dans d'autres régions de la

Turquie, mais ces communautés sont moins nombreuses et plus isolées. La presse a signalé en novembre dernier le cas, par exemple, de l'arrestation de Roumains qui travaillaient dans une raffinerie illégale à Urfa, donc assez loin d'Istanbul⁵³. La présence de Roumains a également été attestée à Samsun, par exemple, dans une activité assez lucrative mais peu valorisée, la récupération de papier⁵⁴, ou encore dans la rénovation de bâtiments⁵⁵.

Motivations et stratégies

- 4 Ces Roumains, généralement au chômage dans leur pays et voyant les portes de l'Europe fermées, se sont tournés vers la Turquie en désespoir de cause. Tous les témoignages convergent : la plupart de ces hommes ont bien souvent essayé non seulement de trouver du travail dans leur pays mais aussi d'émigrer ailleurs, et notamment bien sûr en Europe. Certains ont pu obtenir un visa de quelques mois ailleurs, mais la plupart viennent directement à Istanbul. Ainsi, Paul aurait bien voulu aller en Allemagne où se trouvent plusieurs de ses amis, mais il ne peut payer le visa ; il a essayé la Hongrie mais n'a pu rester. Niku s'est retrouvé au chômage dans son pays, il a essayé plusieurs petits boulots là-bas avant de rejoindre son frère à Istanbul. Celui-ci est arrivé en Turquie en 1997. Il dit avoir travaillé quelques mois en Allemagne et en Israël, puis son visa étant arrivé à expiration, il a dû repartir et a finalement échoué à Istanbul. L'usine où travaillaient Mircea et son épouse à Iași a fermé ses portes. Ils se sont résignés à venir à Istanbul...
- 5 À la contrainte de l'exil, s'ajoute donc l'idée d'une destination de second choix. Istanbul présente toutefois l'avantage de la proximité et donc la possibilité d'un retour fréquent et peu coûteux dans le pays, permettant de rendre visite aux familles.
- 6 Leurs motivations et leur stratégie divergent dans l'ensemble assez peu. Subvenir aux besoins de leur famille est souvent la raison principale de leur exil. On a bien souvent l'impression que cette génération « de la transition » dans les pays de l'Est se sacrifie pour l'avenir de la génération suivante. L'éducation des enfants est souvent le principal motif présenté par les interviewés (c'est le cas de Mircea, de Niku, de son frère, etc.). Et cette éducation peut revenir très cher dans la mesure où ce sont aujourd'hui en Roumanie les universités privées qui offrent les débouchés les plus intéressants. D'autres viennent en Turquie dans le seul but d'accumuler un petit capital qui leur permettra par la suite de se rendre dans le pays de leur choix, et notamment d'acheter un visa pour l'Europe. Des étudiants viennent également ici pour amasser l'argent nécessaire au paiement de leurs études. Ainsi cet étudiant interrogé par un magazine turc en juillet 1999 qui travaillait dans une fabrique de pain depuis quatre mois afin de payer ses frais de scolarité (privée) en Roumanie⁵⁶.

Nicu et son frère voudraient bien partir ailleurs

Ils sont tous deux originaires de Pitești. Nicu était ouvrier, mais, pour améliorer son sort, il décide de suivre une formation universitaire. Il suit donc des cours à l'université roumano-américaine du boulevard Magheru à Bucarest, tout en continuant son travail qui lui sert notamment à payer la faculté. Puis, suite à un différend avec son employeur, il perd son emploi. Ce licenciement, abusif selon lui, le conduit à intenter un procès à son employeur. Après deux ans de procédure, il obtient finalement gain de cause, mais les dédommagements sont plus de l'ordre du symbolique. Il essaye, entre temps, différents petits métiers mais ne peut

gagner sa vie. Il se résigne donc à partir à İstanbul, rejoindre son frère qui s'y trouve déjà. Avant de partir, il tente d'y trouver du travail légalement mais là encore sans succès. C'est donc clandestinement qu'il se met à la recherche d'un emploi à İstanbul.

Son frère est, lui, arrivé en 1997, à une époque où le travail était relativement facile à trouver pour les Roumains, à l'époque où il existait un véritable marché de l'emploi dans la rue : « il suffisait d'attendre qu'un patron vienne vous chercher en jeep ». Ils vont, tous deux, de petits boulots en petits boulots, sans contrats. Ils travaillent par exemple à la reconstruction d'un hôtel du côté de Taksim, comme hommes à tout faire à la résidence d'été d'un consulat (sur le Bosphore), etc. Pendant ce temps, leur famille reste à Pitești (Nicu a deux enfants, son frère également). Ils rentrent tous les deux mois au pays (avant l'expiration de leur visa).

Actuellement, ils travaillent dans une fabrique de meubles, et sont nourris et logés sur leur lieu de travail. Ils savent qu'ils seront employés ici jusqu'en février. Ils restent cependant sur la défensive. Ils n'ont pas de contrat et peuvent être renvoyés à tout moment. Après, ils ne savent pas. Ils ont décidé de dépasser le délai officiel de deux mois et de rester illégalement ; au pire, ils seront arrêtés, expulsés et reviendront. Ils gagnent tout au plus 250 à 300 dollars par mois et cherchent un autre travail. Ils se plaignent de la misère qui les a forcés à quitter le pays et de l'impossibilité de pouvoir trouver un travail correct en Turquie où les salaires restent très bas en raison de la concurrence des travailleurs turcs et surtout des autres Roumains. Ils se montrent prêts à faire n'importe quel travail, même le plus rude. Ils rêvent, par exemple, de trouver un travail sur un plateforme pétrolière en mer, car, ont-ils entendu dire, c'est bien payé. Ils sont prêts à aller n'importe où. Ils ont déjà essayé de partir au Togo, mais l'agence qui leur avait proposé de leur trouver un travail là-bas a disparu, sans que bien-sûr les sommes payées par ses clients puissent jamais être récupérées. Ils avaient trouvé un emploi en Grèce, payé 1500 dollars par mois, avec un patron américano-grec, mais en essayant de passer clandestinement la frontière ils ont été arrêtés et refoulés. Aujourd'hui, ils envisagent de partir pour l'Australie, où, leur a-t-on dit, le travail est relativement facile à trouver. Mais pour cela il faudrait payer 10 000 dollars, c'est-à-dire vendre leur maison à Pitești, partir avec femmes et enfants.

Or, ils ont déjà vu tant de promesses disparaître en fumée

Ici, ils n'ont pas d'amis turcs, même s'ils ont appris la langue. La plupart de leurs collègues roumains viennent de la Moldavie roumaine disent-ils, où il est devenu impossible de trouver du travail. Ils reconnaissent qu'il y a aujourd'hui beaucoup moins de Roumains à İstanbul, que le marché du travail n'est plus comme aux fastueuses années de 1994-1998. Par ailleurs, ils se plaignent de ce qu'il est très difficile d'avoir des nouvelles du pays. Ils ont par exemple essayé de trouver des journaux roumains, mais affirment que cela est impossible.

Entretien réalisé le 11 décembre 2000 dans la zone industrielle d'İkitelli.

- 7 La plupart ont laissé femme et enfants au pays (c'est le cas de Vlad, de Niku et de son frère, de Paul, d'Osman, etc.). D'autres ont fait venir leur épouse mais en aucun cas les enfants, qui sont soit en âge de rester seuls, soit confiés à un membre de la famille. Et lorsque ces épouses sont appelées à rejoindre leur mari, c'est uniquement dans l'espoir d'ajouter un deuxième salaire. Mattei, qui travaille dans une boutique à Laleli, a

fait venir sa femme qui travaille dans un *fast food* ; Mircea est lui directement venu avec son épouse et ils ont travaillé dans un restaurant, lui comme serveur, elle à faire la vaisselle, etc.

- 8 Depuis la convention de 1968, les Roumains peuvent entrer et séjourner en Turquie pendant deux mois avec un simple visa de touriste. En conséquence, puisque détenteurs du seul visa de touriste, ils doivent retourner dans leur pays avant l'expiration de ce délai. Ces allers-retours leur permettent de rendre visite à leur famille, mais aussi de remettre les fonds collectés. Pour ces transferts d'argent, ils ont également parfois recours aux chauffeurs de bus. Ils ont aussi un temps fait transiter leur fonds par la BTR (*Banca Turco-Romana*), la première banque turco-roumaine fondée en mars 1994 par le holding *Bayındır*, mais celle-ci est aujourd'hui en banqueroute⁵⁷. Faute d'une sortie du territoire turc avant l'expiration de ce visa, les Roumains s'exposent au risque d'une expulsion quasi immédiate, assortie d'une amende sévère (et de la menace de l'inscription sur une « liste rouge », qui leur vaudrait de ne plus pouvoir revenir).
- 9 Il existait encore ces dernières années à İstanbul un très identifiable marché du travailleur roumain à ciel ouvert, le long de l'avenue Mustafa Kemal à Yenikapı, du côté de l'arrondissement de Fatih (ouest). Les travailleurs roumains, adossés aux murs ou assis sur le haut trottoir, y attendaient le maquignon, au vu et au su de tout le monde. Ce lieu était aussi un lieu de rencontre pour les Roumains qui arrivaient à İstanbul sans contact et des réseaux s'y sont constitués.
- 10 Aujourd'hui ce marché, s'il subsiste, a indéniablement perdu de son importance et permanence. En ces temps de répression du travail clandestin, il avait quelque chose d'un peu provocateur, sur un axe de plus aussi central et emprunté que l'avenue Mustafa Kemal. Désormais, les candidats à l'embauche sont donc plus mobiles et discrets. Le marché des travailleurs de Yenikapı a donc perdu de sa visibilité immédiate depuis la fin de l'année 1998 ; il s'est replié et comme diffracté sur des rues secondaires, en arrière de l'avenue Mustafa Kemal, et ne comprend plus que des Roumains, mais aussi des Irakiens, des Iraniens, des Azéris, des Bengalis, des Kurdes et plus récemment surtout des Afghans (voir photos 14 et 15)⁵⁸.
- 11 Les Roumains qui travaillent aujourd'hui à İstanbul vivent en conséquence sur des réseaux déjà établis. Il s'agit de réseaux créés il y a trois ou quatre ans, lorsque cette population pouvait encore venir en quête de travail sans contact préalable. Aujourd'hui, ce sont donc plutôt des réseaux relationnels (familiaux généralement) qui prennent le relais. Ainsi, Osman, qui est un Turc de Constanța, a fait venir un de ses amis travailler dans la cuisine du restaurant où il est serveur ; Niku a rejoint son frère qui lui a trouvé un emploi ici. Certains, nous l'avons vu, font venir leurs épouses. Généralement, avant de partir pour la Turquie, même s'ils sont sans contacts, ces Roumains ont vaguement entendu parler de telle ou telle usine où travaillaient des Roumains. C'est donc là qu'ils se rendent à leur arrivée à İstanbul. Dès son arrivée, Mircea s'est ainsi rendu à la sortie d'une usine où, avait-il « entendu dire », travaillaient des Roumains. Il y a rencontré un compatriote, Ion, qui l'a ensuite aidé à trouver un emploi. De façon générale, la solidarité nationale semble parfaitement jouer.
- 12 Les secteurs d'activité privilégiés (par défaut là encore) sont le bâtiment, la menuiserie, la boulangerie, la restauration, le textile, le transport maritime et la manutention portuaire. Du point de vue spatial, l'immense « Zone Industrielle Organisée » d'İkitelli⁵⁹, dans l'arrondissement de Küçükçekmece, semble faire figure de pôle d'emploi privilégié pour les Roumains⁶⁰, à tel point qu'à proximité, dans le quartier de Şahintepe, certains

travailleurs roumains étaient regroupés dans un immeuble entier -dont ils étaient locataires- acquérant de ce fait une visibilité rarement constatée par ailleurs.

Des conditions de travail et de vie peu réjouissantes

- 13 Comme toute main-d'œuvre immigrée -et clandestine- les Roumains vendent leur force de travail à des prix déifiant la concurrence turque (d'ailleurs bien souvent kurde). Ces ouvriers travaillent généralement 12 à 15 heures par jour pour des salaires avoisinant les 1500/2000 francs par mois. Ceux que nous avons rencontrés dans la cité industrielle d'İkitelli (voir photo 16) travaillent ainsi de 8h à 17h30, puis font une pause de deux heures et reprennent le travail pour encore deux ou trois heures et ce, 7 jours sur 7, pour un salaire mensuel de 250 à 300 dollars. À son arrivée en 1994, Paul a commencé par gagner 15 dollars par jour en tant que manutentionnaire à Aksaray, il gagne aujourd'hui le double en tant que portefaix. Pour arrondir ses fins de mois, il travaille dans une décharge d'automobiles le week-end. Ou encore, cet autre Romain, étudiant dans son pays, qui gagne 250 dollars par mois en travaillant quinze heures par jour dans une fabrique de pain (106 millions par mois en juillet 1999)⁶¹. Les Roumains arrêtés et reconduits à la frontière en septembre 1999 travaillaient 14 heures par jour pour 10 millions de livres turques par jour⁶² (soit une douzaine de francs), comme manutentionnaires dans le port d'Ambarlı (arrondissement d'Avçılar). Ces maigres rémunérations représentent toutefois une nette amélioration par rapport à la Roumanie où le salaire moyen net était officiellement, en l'an 2000, de 81 dollars par mois⁶³.
- 14 Certains sont nourris par leur employeur et dorment sur place (c'est le cas dans la cité industrielle de İkitelli où les employés dorment généralement dans un local situé à l'étage de l'entreprise) ; mais la plupart vivent dans des pensions dans le quartier d'Aksaray, où ils partagent à plusieurs une chambre : Paul partage ainsi sa chambre avec huit autres Roumains⁶⁴.
- 15 Ces travailleurs roumains ont la particularité d'être généralement surdiplômés pour le travail qu'ils accomplissent, employés pour des tâches peu valorisantes et le plus souvent sans rapport avec leur formation, expérience ou qualification. C'est le cas de Vlad, originaire de Tulcea, qui a suivi des études d'économie⁶⁵ ; c'est le cas de Paul, ingénieur, qui s'est retrouvé au chômage et a échoué en Turquie⁶⁶ ; c'est le cas de Nikola qui a suivi trois années d'études supérieures à l'université roumano- américaine de Bucarest et qui, avant de se résigner à la « solution turque », a successivement essayé divers petits métiers en Roumanie.

Rackets et spoliations

Osman est un Turc de Roumanie. Il travaille à Sariyer comme serveur dans un restaurant derrière le petit port de pêche et le marché aux poissons. Il raconte les difficultés liées au voyage, les *bahşiş* qu'il lui faut payer au passage de la frontière turque. « Les douaniers exigent une certaine somme d'argent de la part de tous les voyageurs ». Mais il accuse plus particulièrement les douaniers bulgares : contrôle très poussé des bagages pour pouvoir mettre le voyageur en faute et le racketter, voire le brutaliser. Il raconte que le pire fut quand il était accompagné d'amis turcs auxquels il voulait faire visiter son pays. Il a dû payer le double du montant normal d'un visa de transit et subir toutes sortes d'avaries. Il est par ailleurs désespéré par la situation de son pays et croit qu'il n'y a plus rien à attendre de l'avenir. Il

manifeste d'ailleurs étonnement et inquiétude devant le résultat des dernières élections et la montée de l'ultranationaliste, Vadim Tudor.

Mattei travaille comme assistant dans une boutique du quartier de Laleli fréquenté par des Roumains. Il nous raconte, lui aussi, les difficultés rencontrées lors du passage de la douane. « Très souvent, les douaniers immobilisent le car, font descendre les passagers, parfois toute une nuit, exigent un certain nombre de documents (par exemple de justifier un revenu minimum pour entrer dans le pays) et demandent à tous les passagers de leur payer une certaine somme ». Il insiste sur la situation précaire des Roumains, sur l'arbitraire auquel ils sont soumis : salaires non payés, corruption et brutalité de la police, prostituées auxquelles on vole leur argent, etc. Il raconte ainsi un certain nombre d'histoires significatives au moins des bruits qui circulent parmi les Roumains qui travaillent à Istanbul : des Roumains auraient été enfermés dans une usine, battus, et obligés de travailler sous la contrainte. D'autres, venus travailler dans le bâtiment et reconstruire un quartier dans une des villes ravagées par le séisme, auraient, le jour de la paye, été forcés, sous la menace de fusils mitrailleurs, de monter dans un bus qui les a ramenés à Istanbul, et une fois là, obligés de monter dans un autre bus pour la Roumanie, le tout évidemment sans toucher le moindre sou. Un autre Roumain, a-t-il entendu dire, aurait mystérieusement disparu après avoir demandé son salaire. Enfin, il raconte comment, dans le bazar où il travaille, une cliente roumaine qui s'était disputée avec un vendeur qu'elle avait accusé de l'avoir volée, a été battue par celui-ci, puis par la police quand elle a voulu porter plainte.

Entretiens réalisés le 14 décembre au Balkan Pazari et le 19 décembre à Sariyer.

- 16 Puisque non déclarés, ces travailleurs ne bénéficient, bien sûr, d'aucune protection sociale. Dans ces conditions, le moindre accident de travail ou problème de santé fait basculer dans la précarité la plus extrême ces travailleurs sans recours. Les témoignages récoltés sont à cet égard strictement convergents : dans aucun cas, le patron n'a pris en charge les frais d'hospitalisation. Dernièrement, l'Association des Droits de l'Homme (İHD) a révélé le cas d'une Roumaine dans le désarroi complet, qui travaillait depuis quatre ans dans un atelier de confection à Istanbul. Frappée d'un cancer de l'utérus et d'une insuffisance rénale, cette jeune femme hospitalisée était dans l'incapacité de faire face aux frais d'hospitalisation et ne parvenait pas à obtenir de l'aide de son consulat⁶⁷. Nous avons eu le cas d'un autre Roumain, Ion, qui a eu le pouce coupé sur son lieu de travail. Il s'est fait soigner à l'hôpital sous une fausse identité. Mais il a tout de même dû déboursier. Lorsqu'il a voulu se retourner contre son employeur, celui-ci, informé par des collègues de Ion, l'a renvoyé sans même lui payer son salaire⁶⁸.
- 17 Ces Roumains se disent en outre victimes de nombreux rackets. Ils se plaignent premièrement d'être rackettés par les policiers lors des contrôles de police. Les policiers leur demandent alors de prouver si « en tant que touristes », ils sont solvables, demande qui jusqu'à récemment n'était pas légale mais très pratiquée, les menacent ensuite d'une amende ou d'une expulsion ; et leur font payer un bakchich qui se monte souvent à 100 dollars. Le versement d'un bakchich est également fréquent lors des voyages qu'ils effectuent dans leur pays. Mattei raconte que, très souvent, les douaniers turcs immobilisent le bus, font descendre les passagers, parfois toute une nuit, exigent un certain nombre de documents et demandent à tous les passagers de leur payer une certaine somme. Mêmes propos chez Osman. Il accuse aussi particulièrement les

douaniers bulgares : contrôle très poussé des bagages pour pouvoir le mettre en faute et le racketter, voire le brutaliser. Il soutient avoir lui-même été victime de toutes sortes d'avaries lors d'un de ces voyages et d'avoir eu à payer le double du montant normal d'un visa de transit. Quelques trafics ont été démantelés, tels ces douaniers turcs à l'aéroport d'Istanbul qui vendaient des visas aux prostituées roumaines clandestines⁶⁹.

- 18 Certains travailleurs nous ont confié que le coût de ces trajets devenant trop onéreux, ils ont choisi de rester en Turquie, quitte à payer une forte amende au moment de leur départ, qui risque en ce cas d'être définitif⁷⁰.
- 19 Ce phénomène touche évidemment aussi les commerçants à la valise. Dans ce dernier cas, les versements varient en fonction du nombre de sacs -parfois volumineux- qu'ils emportent avec eux mais peuvent aller, selon nos interlocuteurs, jusqu'à 100 dollars. Ces rackets ne concernent pas bien sûr que les Roumains de retour dans leur pays. Les transporteurs routiers, et notamment turcs, dont la route vers l'Europe occidentale avait été détournée sur la Roumanie pendant l'embargo à l'encontre de la République fédérale de Yougoslavie, se sont à maintes reprises plaints des multiples bakchichs auxquels ils étaient soumis. Et cette fois-ci, ce sont plus souvent les Roumains que les Bulgares qui sont accusés d'avoir recours à de telles pratiques⁷¹.
- 20 Enfin, la précarité de leur situation de travailleurs au noir les met également à la merci de leur employeur qui peut tout simplement refuser de payer le salaire dû, en totalité ou partie, sans que l'employé roumain ait droit à un quelconque recours. Nous avons vu le cas de Ion renvoyé sans toucher son salaire. C'est aussi le cas de Mircea qui raconte avoir été floué par son employeur et, en tout état de cause, avoir travaillé dans des conditions épuisantes⁷². Rencontré à la gare routière d'Emniyet (Yenikapı) avec son épouse, ils repartaient tout deux pour la Roumanie définitivement, assez amers quant à leur séjour ici.
- 21 Pire : les rumeurs les plus folles, et aux effets forcément dissuasifs, circulent parmi les Roumains. Certains ouvriers auraient été enfermés dans leur usine, battus et forcés de travailler sous la contrainte, d'autres auraient « disparu » le jour de la paie, ou encore auraient été forcés de monter dans des autobus -sous la menace de mitraillettes- et renvoyés dans leur pays, sans être payés bien sûr⁷³. Vraies ou fausses, ces rumeurs nous renseignent sur un point, que nous avons déjà compris : à quelques exceptions près, ces Roumains vivent mal leur séjour en Turquie.

Mircea et son épouse repartent en Roumanie

Mircea était ouvrier spécialisé, diplômé d'un institut technique. Il travaillait à Iași dans une usine qui a fermé ses portes. Son épouse travaillait, elle, dans une usine d'électronique qui, elle aussi, a été fermée. Ils sont donc tout deux partis chercher du travail à Istanbul, sans connaître la langue et, d'après Mircea, sans avoir de relations sur place : « Nous ne sommes pas partis parce que nous en avons envie ; si on avait pu rester au pays on serait resté, mais nous n'avions pas d'autre choix ». En arrivant, Mircea se rend dans une usine où, a-t-il entendu dire, travaillent des Roumains. Il y rencontre Ion dans un parc voisin. Ils sympathisent et ce dernier, qui est déjà sur place et connaît le marché du travail, les aide à trouver un emploi. Dans un premier temps, ils exercent différents petits boulots, mais ils en sont toujours mécontents, car ils sont mal payés, corvéables à merci, vivent dans la précarité et parfois le patron ne leur paye pas la somme promise. C'est ainsi que

les derniers mois (depuis l'été dernier), ils ont travaillé dans un restaurant sur les Iles aux princes, chez un Turc d'origine grecque. Mal payés, ils devaient travailler toute la journée, sans aucun repos, lui comme serveur, elle à faire la vaisselle. Finalement, bien que Mircea ait appris le turc, devant les difficultés rencontrées, il décide de rentrer au pays avec son épouse. Ils y avaient laissé leurs enfants, gardés par leurs parents.

À la gare routière d'Emniyet, ils sont accompagnés de leur ami Ion qu'ils avaient rencontré à leur arrivée à İstanbul. Ce dernier précise qu'ici on l'appelle Ivan, les Turcs n'arrivant pas à prononcer son nom. Il est originaire de Bacau, travaille de longue date à İstanbul, et a appris le turc. Mais lui aussi se plaint de sa vie, et raconte les conditions catastrophiques de travail et les injustices qu'il a subies. C'est ainsi que dans l'un des nombreux travaux précaires qu'il a exercés, il a perdu son pouce, et a été soigné dans un hôpital sous une fausse identité. Lorsqu'il envisage de se retourner contre son employeur et de demander un dédommagement, son patron en est averti par un de ses amis turcs à qui il en avait parlé, et devant les menaces, l'intimidation et sa situation de clandestin, il doit renoncer à toute démarche. Par la suite, il est renvoyé, sans même toucher son salaire. Cependant, il n'a pas d'autre solution que de rester et de continuer cette vie, tout en espérant un changement en Roumanie, dont il espère qu'il sera apporté par Vadim Tudor.

Entretien réalisé le 4 décembre 2000, à la gare de bus d'Emniyet (Yenikapı).

Rapport avec la Turquie et les Turcs : une insertion généralement ni réalisée ni recherchée

- 22 Les motifs de venue de ces travailleurs, non par choix donc mais par obligation, ne se prêtent *a priori* pas à la recherche d'une intégration, quel que soit le sens que l'on donne à cette notion controversée. Non seulement ils sont poussés à émigrer à cause des conditions économiques dans leur pays mais, de plus, la destination turque ne s'est souvent imposée que faute de possibilités d'aller dans un autre pays. Toutefois, même s'ils ne sont pas en quête d'un eldorado, la déception est souvent nettement perceptible.
- 23 Ils sont, tout d'abord, complètement coupés de leur pays, puisque ni presse roumaine ni radio en roumain ne sont disponibles. Aucune structure de type associatif ne les encadre ou même propose une aide quelconque. Jusqu'à début mars 2001, il n'y avait pas non plus d'église roumaine -susceptible donc de fonctionner comme lieu de regroupement de cette communauté-, ni d'école roumaine. Quelques Roumains fréquentaient l'église orthodoxe *rum* (grecque) de Yenikapı, ou l'église Saint Antoine à Beyoğlu où un prêtre originaire de Roumanie officiait parfois. La messe y était cependant catholique et cela ne convenait guère aux Roumains. Cet isolement est encore plus marqué dans le cas des ouvriers roumains qui travaillent dans la zone industrielle d'İkitelli. Ceux-ci restent en effet dans la zone industrielle 24 heures sur 24 (ils mangent et dorment sur place) et 7 jours sur 7 puisqu'ils travaillent tous les jours. Nous n'avons pas pu nous rendre dans le port d'İstanbul où travaillent beaucoup de Roumains, mais nous pensons que la situation doit y être analogue.
- 24 Depuis mars 2001, le consulat roumain a pris l'initiative de louer une des nombreuses églises désaffectées ou sous-occupées d'İstanbul. Il s'agit de l'église catholique

arménienne Surp Yerortutyun, située à Beyoğlu, en retrait de la célèbre et passante avenue de l'Istiklal. Un pope, fraîchement arrivé de Roumanie, et qui d'ailleurs ne parle pas un mot de turc, y officie désormais tous les dimanches. L'église devrait être louée au moins pour une année (pour un loyer mensuel de 200 dollars payé donc par le consulat) et éventuellement pour une période plus longue. L'événement ne passe forcément pas inaperçu. C'est en effet non seulement la toute première église roumaine à İstanbul mais aussi le premier et -jusqu'à présent seul- lieu de regroupement pour la communauté. Constantin, qui est arrivé à İstanbul au début des années 1990, envisage bien de créer une association, mais il voit mal comment éviter de passer par le consulat. C'est en fait non seulement le consulat mais aussi l'église qui tentent de regrouper sous leur égide cette communauté. C'est également le consulat qui a affrété deux autobus de Roumanie pour les Pâques orthodoxes. L'affluence fut donc grande dans la petite église pour ces Pâques (environ 200 personnes⁷⁴). En temps ordinaire, l'église voit tous les dimanches une assistance qui semble osciller entre 30 et 40 fidèles, un « début prometteur » dans une église « enfin restaurée » selon l'un des artisans de ces succès⁷⁵.

- 25 Cette population, arrivée dans l'ensemble il y a trois ou quatre ans, parle le turc. C'est le cas de Niku et de son frère, de Ion, de Mircea, de Paul, de Vlad, de Constantin, etc., de tous nos interlocuteurs. De toute évidence, cette communauté n'est pas assez nombreuse et structurée pour pouvoir vivre en réseau fermé. Pour l'instant donc, pas de trace d'*ethnic business* roumain à İstanbul.
- 26 La connaissance de la langue turque n'implique cependant aucunement la recherche d'un contact avec la population locale. De fait, ces Roumains vivent aussi coupés de l'environnement turc. Ils vivent en vase clos. Ils mangent ensemble et dorment ensemble et ne fréquentent aucun lieu de sociabilité à İstanbul. Même dans les -rars-cas où ces travailleurs sont en situation régulière et gagnent bien leur vie, ils ne cherchent pas à s'intégrer en Turquie. C'est le cas de Vlad qui avoue n'avoir aucune vie sociale en dehors de son travail et ne pas être intéressé par ce pays⁷⁶. Ces Roumains ne se sentent pas « chez eux » et ne veulent pas se sentir « chez eux » en Turquie. Et dans la mesure où il n'y a pas de désir d'intégration, le rapport à un pays musulman ne semble pas poser de problème particulier.
- 27 Les travailleurs turcs qu'ils côtoient quotidiennement ne cherchent apparemment pas non plus à nouer des contacts. L'animosité ou la concurrence particulière entre ces travailleurs turcs et roumains n'est pas visible. Aucune rixe n'a ainsi été reportée dans la presse ou dans les témoignages que nous avons recueillis. Les travailleurs roumains rencontrés sur le site d'ikitelli nous ont confié ne pas « avoir de problème » avec les travailleurs turcs, et ces derniers, rencontrés sur le même site alors qu'ils attendaient des propositions d'embauche sur une petite place, n'ont pas semblé éprouver d'animosité particulière envers ces Roumains. Pourtant ces derniers cassent le marché. Et si aucune animosité ne s'exprime publiquement, les travailleurs turcs soutiennent toutefois que les Roumains vendent leur force de travail quatre fois moins cher que les Turcs, ce qui semble fort exagéré, mais révélateur d'une certaine incompréhension. La presse n'est également pas avare de commentaires accusateurs sur ces « responsables de la montée du chômage en Turquie ».
- 28 Quant aux employeurs, quand ils ne spolient pas cette main-d'œuvre, ils ne lui accordent pas d'assistance ou de regard particuliers et présentent même leur recours à ces travailleurs clandestins comme une œuvre de charité :
- « compte tenu des risques que je prends ... »,

« Si j'allais en Roumanie, est-ce qu'ils me donneraient du travail ? ... »⁷⁷.

29 En Roumanie, le Turc n'est pas exempt de la traditionnelle inimitié répandue dans les Balkans vis-à-vis des Turcs/Ottomans qui ont dominé leur pays pendant des siècles. Les propos de ces travailleurs immigrés glissent ainsi facilement vers :

« Nous, les Roumains, de toute façon, nous ne nous entendons pas avec les Turcs, les Russes et le Hongrois »⁷⁸.

30 Il s'agit là des trois peuples qui tiennent traditionnellement le haut du pavé sur l'autel des ennemis de la patrie roumaine. Notons, à cet égard, que, contrairement à d'autres peuples balkaniques, l'animosité envers les Turcs est, parmi les Roumains, loin d'être la plus criante. De fait, puisque les Turcs partagent ce statut de peuple ennemi de la patrie roumaine avec les Hongrois et les Russes (voire les Grecs dont la domination phanariote au XIX^e a laissé quelques séquelles), cela conduit à relativiser l'inimitié envers le Turc. Au-delà des conditions économiques désastreuses en Roumanie, qui contraignent donc cette population à l'exil, la relativité de cette inimitié expliquerait peut-être en partie cette particularité roumaine dans les Balkans. Car la Roumanie est loin d'être le seul pays de la région à connaître une difficile transition. Le cas bulgare est, par exemple, tout à fait comparable. Or, les Bulgares (tout au moins les non turcophones) sont beaucoup plus rares sur le marché du travail turc.

31 Quoi qu'il en soit, à la traditionnelle -bien que relative- suspicion à l'égard des Turcs, s'ajoutent aujourd'hui chez ces Roumains les rancœurs et l'amertume liées à leur situation précaire -et d'exploités- en Turquie.

32 Rien d'étonnant donc à ce que Niku et son frère échafaudent tous les deux constamment des « plans » pour aller ailleurs. Et toutes les solutions sont envisagées, de la Grèce à l'Australie, en passant par l'Espagne et même le Togo ou Israël. Certains retournent en Roumanie (Mircea et son épouse), les autres restent, faute de solutions de rechange, ou repartent... puis reviennent. Mattei est ainsi venu à Istanbul une première fois de 1990 à 1992, mais vu les conditions de travail, il est parti. Il s'est rendu en Allemagne où il est entré dans la clandestinité, s'est fait expulser et s'est de nouveau retrouvé dans la rue ... à Istanbul. En tout état de cause, l'humeur est donc plutôt morose parmi ces travailleurs et, à quelques exceptions près, leurs propos sur la Turquie, extrêmement amers, voire franchement négatifs.

Une tendance à la baisse ?

33 Depuis plus d'un an, le gouvernement turc a inauguré une lutte contre le travail clandestin qui semble se porter en priorité sur les clandestins étrangers, qui représentent une cible plus aisément repérable. Déjà, en septembre 1999, près de 100 Roumains ont été arrêtés dans le port d'Ambarlı (arrondissement d'Avçılar) où ils travaillaient dans des conditions bien peu enviables⁷⁹. À Yenikapı, les contrôles de la police se sont fait plus fréquents et sévères : la main-d'œuvre clandestine ne peut plus se poster tout simplement dans la rue où elle s'expose au risque de payer un bakchich pouvant facilement aller jusqu'à 100 dollars, montant généralement avancé par nos interlocuteurs, voire à la menace d'être expulsée.

34 Ils ne sont d'ailleurs pas les seules cibles des autorités. En effet, en vertu de la nouvelle loi présentée par le ministère du Travail au début de l'année 2001, le montant de l'amende qui doit frapper les employeurs faisant travailler des étrangers a été porté à 2,5 milliards de LT, soit plus de 25 000 FF⁸⁰. En outre, l'employeur devra assurer les frais

de rapatriement du ou des travailleur(s) étranger(s) employés. De la sorte, depuis quelque temps, les « opérations » de la police financière contre les clandestins roumains se multiplient. Parallèlement, les touristes étrangers sans argent ne pourront plus pénétrer en Turquie. Nous l'avons vu, sans que cela soit légal, la pratique consistant à exiger des candidats à l'entrée en Turquie la possession d'une somme minimale garantissant l'indépendance économique du dit candidat est déjà courante⁸¹. Mais, aujourd'hui, les cas de refoulement sont légion.

- 35 Enfin, outre cette surveillance policière, il y a tout simplement moins de demande côté turc. Tous nos interlocuteurs le confirment, employeurs comme employés, ouvriers turcs comme roumains⁸². Dans la cité industrielle de *Keresteciler*, les travailleurs turcs (surtout kurdes en fait) en attente d'embauche (photo 16), tout comme les ouvriers roumains que nous avons pu rencontrer, nous ont confirmé que le travail n'était plus aussi abondant. Ainsi, sur ce site, dans la firme AM, ils ne sont plus que cinq Roumains, alors qu'il étaient 30 à 40 il y a encore un an. Cette entreprise semble, de plus, être la dernière sur le site à avoir recours à la main-d'œuvre roumaine alors que, là encore, il y a un ou deux ans, plusieurs entreprises employaient des Roumains. Et la crise économique qui a débuté en Turquie en février 2001 ne fait qu'aggraver ce phénomène. Les employés non déclarés figurent en effet parmi les premières victimes des « licenciements ».
- 36 Un autre motif à ce reflux des travailleurs roumains est la nouvelle stratégie des entrepreneurs stambouliotes, qui tendent de plus en plus à se redéployer et se délocaliser vers les pays où les coûts de main-d'œuvre sont inférieurs, comme la Bulgarie ou la Roumanie. Ainsi, en mars 2001, la firme textile turque AK-Al a-t-elle annoncé son intention de quitter la Turquie en juin 2001, pour s'implanter en Roumanie où, selon le dirigeant de l'entreprise⁸³, les conventions collectives sont moins contraignantes pour les employeurs. Si le capital va à la force de travail, celle-ci n'a plus besoin de se déplacer.
- 37 Les travailleurs roumains risquent fort, au vu de cette nouvelle situation économique et juridico-policière, de rechercher encore plus activement d'autres pays visés par les migrations économiques. De plus, et l'expérience bulgare le montre, dès l'octroi facilité de visa par l'U.E., les mouvements se réorientent extrêmement rapidement. En décembre 2000, l'U.E. a en effet décidé la levée des visas pour les citoyens bulgares dans l'espace Schengen. La très nombreuse communauté turque de Bulgarie installée en Turquie depuis 1989, et les Bulgares (non ethniquement turcs) travaillant clandestinement en Turquie, ont alors connu d'importants redéploiements. De nombreux incidents ont été enregistrés à la frontière avec des ressortissants bulgares qui vivaient dans l'illégalité et veulent aujourd'hui sortir du territoire turc (mais refusent de payer l'amende !)⁸⁴.
- 38 Enfin, parmi cette communauté de travailleurs roumains, on ne note aucune présence particulière des Turcs de Roumanie, si ce n'est çà et là, embauchés comme intermédiaires commerciaux pour leurs compétences linguistiques. Cette communauté turco-tatare est aujourd'hui assez peu nombreuse, environ 55 000 personnes, concentrés dans les environs de Constanța⁸⁵. Il y a également très peu d'étudiants turcs de Roumanie inscrits dans les universités de Turquie. Pourtant, l'accord de coopération culturelle signé entre les deux pays en avril 1994 prévoit une coopération universitaire.
- 39 Les mobilités de travailleurs roumains à Istanbul ne peuvent être entièrement dissociées de celles de travailleurs précaires d'autres nationalités, voire aussi de

nationalité turque, qui partagent largement les mêmes conditions de vie et de travail. De même, ces mobilités mériteraient d'être mises en regard avec celles de travailleurs de nationalité turque, vers la Roumanie, même si ces dernières paraissent moins importantes⁸⁶. L'absence d'études fiables sur ce « contre-courant »⁸⁷, vers Constanța notamment, nous empêchent de mener cette comparaison.

NOTES

47. « 10,5 milyon işçi kaçak » [10,5 millions de travailleurs non déclarés], *Radikal*, 30/9/00, p. 12.
48. « İşçiler de işyerleri de kaçak » [les travailleurs mais aussi leur lieu de travail sont non déclarés], *Radikal*, 23/9/00, p. 16.
49. « İşçiler de işyerleri de kaçak », *Radikal*, 23/9/00, p. 16.
50. Déclaration du ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, Yaşar Okuyan, le 15 janvier 2001. *Turkish Daily News*, 4/2/01, p. 5.
51. Cf. « Amele pazarında kavga var » [lutte sur le marché du travail], *Radikal*, 10/3/01, p. 11.
52. « 10,5 milyon işçi kaçak », *Radikal*, 30/9/00, p. 12.
53. « Korsan rafineri sahibi Ö. tutuklandı » [Le patron de la raffinerie illégale a été arrêté] , *Cumhuriyet*, 13/11/00, p. 9.
54. « Çöplük horozları » [les coqs de la décharge], *Radikal*, 28/9/00, p. 6.
55. Quatre Roumains travaillent ainsi à la rénovation de l'église catholique de la ville.
56. « İstanbul romen ameleleri » [Les travailleurs roumains d'Istanbul], *Cumhuriyet Dergi*, 9/7/99.
57. Le capital de départ était détenu à hauteur de 80 % par la holding Bayındır et 20 % par la Banque commerciale roumaine. 30 % des clients étaient turcs, 40 % roumains. *Hürriyet*, 9/8/95 ; *Turkish Probe*, 18/3/94, p. 18. Voir également l'interview du directeur de cette banque, Erdoğan Günay, dans *Yeni Yüzyıl*, 21/10/96. La BTR est en crise depuis novembre 2000. 40 millions de dollars seraient nécessaires pour combler le déficit. La banque disposait de 20 filiales en Roumanie et 300 millions de dollars aurait été déposés dans ses caisses. *Yeni şafak*, 12/12/00 ; *Bucarest Matin*, 10/1/01, 16/1/01, 7/2/01.
58. « Romen amele pazarı » [marché du travail roumain], *Sabah İstanbul*, 29/8/98, p. 3.
59. C'est une gigantesque zone industrielle, planifiée, fondée dans les années 1970 sur plus de 700 hectares, au nord-ouest d'Istanbul. L'objectif était de déconcentrer les activités industrielles par trop congestionnées dans le centre historique. Ayant connu un essor avec l'ouverture du second périphérique routier qui la dessert depuis la fin des années 1980, cette zone industrielle, divisée en secteurs spécialisés par métier, demeure largement sous-occupée et abrite des activités non prévues initialement.
60. Cf. « Sevgilisini kapam patronu bıçakladı » [Il a poignardé son patron qui avait pris celle qu'il aimait], *Sabah-İstanbul*, 26/12/01, p. 3.
61. « İstanbul romen ameleleri » [Les travailleurs Roumains d'Istanbul], *Cumhuriyet Dergi*, 9/7/99.
62. « Kaçak Romen operasyonu » [Opération contre les clandestins roumains], *Sabah*, 26/9/99.
63. *Bucarest Matin*, 27/9/2000, 7/2/01.
64. « En alttaki entelektüel » [Un intellectuel au plus bas], *Aktüel*, 8/4/99.
65. Entretien avec Vlad, 15/12/00.
66. « En alttaki entelektüel » [un intellectuel au plus bas], *Aktüel*, 8/4/99.

67. « Etfal'de bir Romen kadın » [Une femme roumaine à l'hôpital d'Etfal], *Özgür Bakış*, 9/7/00, p. 3.
68. Entretien à l'otogar d'Emniyet, 4/12/00.
69. « Nataşa vurgunu » [La descente des Natasha], *Sabah*, 26/10/00.
70. C'est le cas de Nikola, excédé par les divers « paiements » à effectuer durant ces voyages. Il a pourtant un fils de 14 ans dont il aimerait surveiller un peu l'éducation.
71. Voir notamment *Anadolu Ajansı*, 29 avril 1999.
72. Entretien avec Mircea et son épouse, 4/12/2000. Ils ont, tous deux, travaillé dans un restaurant à Büyük Ada. Leurs rapports avec leur employeur n'étaient pas des plus cordiaux.
73. Ces rumeurs nous ont été rapportées par Mattei, jeune Roumain de Galatz qui travaille dans un magasin à Yenikapı (voir encadré).
74. Dont le célèbre footballeur du club Galatasaray, Popescu, qui, par sa seule présence, a conféré à l'événement un caractère encore plus exceptionnel. On a même noté la présence de navetteurs-touristes durant un des offices de Pâques ; preuve que l'information circule bien et que la distinction navetteurs/travailleurs n'est pas si pertinente.
75. Entretien avec X dans l'église, dimanche 24 juin 2001.
76. Entretien avec Vlad, 15 décembre 2000. Vlad, originaire de Tulcea, est arrivé en Turquie en 1990. Après quelques débuts difficiles et divers petits boulots, il a finalement trouvé un poste de chef d'équipe dans une usine d'outillage et de peinture industrielle (l'équipe qu'il dirige est en fait composée d'ouvriers turcs et roumains). Il dit avoir régularisé sa situation et gagner très correctement sa vie. Vlad a laissé femme et enfant au pays et parle le turc.
77. Entretien avec le dirigeant d'une petite entreprise de fabrication de meubles, İkitelli.
78. Nikola.
79. « Kaçak Romen operasyonu » [Opération contre les clandestins roumains], *Sabah*, 26/9/99.
80. « Kaçak işçi çalıştıran yandı » [Celui qui emploie au noir est fichu], *Sabah*, 30/1/01, p. 7.
81. « Parasız turist giremez » [Les touristes sans le sou ne peuvent pas entrer], *Radikal*, 5/12/00.
82. Voir le cas de ces Roumaines interceptées à la frontière gréco-turque alors qu'elles essayaient de passer en Grèce, qui prétendent que les affaires ne sont plus aussi faciles qu'avant en Turquie. *Milliyet*, 12/8/99, p. 10.
83. « Ak-al Romanya yolcusu » [Voyage d'Ak-Al pour la Roumanie], *Radikal-Borsa*, 25/3/01, p. 3.
84. Voir par exemple *Turkish Daily News*, 10/3/01.
85. Sur ces Turco-Tatars, voir Mehmet Naci Önal, *Romanya Dobruca Türkleri*, Ankara, Türk Tarihi Kurumu, 1998 ; Frederick De Jong, « The Turks and the Tatars in Romania », *Turcica*, n° 18, 1986 ; György Lederer, « Islam in Romania », *Central Asian Survey*, vol. 15, n° 3/4, 1996, pp. 349-368.
86. D'après le consulat de Roumanie à İstanbul, 6000 visas pour la Roumanie ont été délivrés à des Turcs, pour l'année 2000.
87. Sur ce point, nous ne disposons que d'indices, dus au hasard de rencontres à la gare routière d'Emniyet. Entretiens, novembre et décembre 2000, avec des citoyens turcs repartant travailler en Roumanie. En 1994, 535 229 citoyens turcs sont entrés en Roumanie et 262 534 en 1998 (pour la plupart des hommes d'affaires probablement). Pour les seuls touristes, le chiffre est respectivement de 88 023 et 50 818.

3. Perception de la présence roumaine dans la presse turque : un certain écho

- 1 La presse turque n'accorde dans l'ensemble que peu de place à la Roumanie et aux Roumains de façon générale. Le commerce à la valise fait certes l'objet de nombreux articles ou enquêtes, mais c'est ici encore bien souvent le cas des Russes (ou perçus comme tels) qui est évoqué.

Les prostituées roumaines dans le collimateur

- 2 Généralement encline à se polariser sur les phénomènes les plus spectaculaires, la presse turque se déchaîne contre la présence d'une communauté bien particulière de travailleurs clandestins : les femmes roumaines s'adonnant à la prostitution. Si l'on fait une revue de presse de ces dernières années, l'accent sur cette modalité de présence et ce type d'activité ressort clairement. Ces femmes semblent être relativement présentes dans les hôtels et pensions du complexe de Laleli-Beyazıt-Aksaray. Tout comme pour les ouvriers, la clandestinité de cette population ne permet pas d'en estimer clairement le nombre. Elles ne sont sans doute pas tout aussi nombreuses que les *Natachas*⁸⁸ « russes » (en fait parfois ukrainiennes, géorgiennes ou autres) mais leur présence est tout aussi remarquée. Une femme blonde et fortement maquillée se verra tout aussi souvent demander si elle est roumaine que russe.
- 3 De ce fait, les descentes et arrestations des équipes du « bureau des bonnes mœurs » (*ahlak masası*), dépendant de la Direction de la Sécurité d'Istanbul, font l'objet d'une large couverture médiatique, qui contribue à entretenir cette funeste réputation de la femme roumaine⁸⁹.
- 4 De même, les chiffres officiels des malades du sida en Turquie ne contribuent pas à la bonne réputation des Roumains. Sur 885 malades officiellement déclarés dans le pays à la fin de l'année 2000, 182 sont étrangers, dont 31 Roumains (aux côtés de 29 Ukrainiens, 11 Tanzaniens, 11 Moldaves, 9 Allemands, 7 Américains)⁹⁰.

- 5 Ce type de focalisation, sensationnaliste et stigmatisante, tend, bien sûr, à renforcer l'image d'un Roumain plutôt dépravé.

Des voleurs et des mendiants !

- 6 Parallèlement, et de manière non moins péjorative ou négative, les Roumains sont réputés, selon la presse turque, grossir les bataillons de voleurs et de mendiants à İstanbul. Aussi la presse se complaît-elle à relater les arrestations et les reconductions à la frontière dont sont l'objet les Roumains. Le discours est évidemment sans nuance et tend à laisser croire que tout Roumain est potentiellement un voleur, ou à défaut, un mendiant. Depuis la fin de l'année 1999, des chiffres ont commencé à circuler dans la presse turque soutenant qu'un cinquième des mendiants à İstanbul était d'origine roumaine⁹¹. Ces chiffres sont périodiquement repris depuis lors⁹².

Tableau 4 : Les chiffres officiels de la criminalité étrangère à İstanbul en 2000

Nationalité	Nombre d'arrestations
1. Roumaine	3078
2. Moldave	2830
3. Irakienne	2124
4. Iranienne	1447
5. Ukrainienne	1251
6. Azérie	865
7. Pakistanaise	438
8. Russe	445
9. « Turkistanaise » (sic)	263
10. Bulgare	166
11. Marocaine	158
12. Syrienne	108
13. Algérienne	38
14. Égyptienne	28
14. « Africaine » (sic)	2808
Total	16 047

Source : Direction de la Sécurité d'İstanbul, *Radikal*, 19/03/2001, p. 4.

- 7 Ces statistiques sont basées sur le nombre d'arrestations ; et elles prennent en compte la nationalité. Beaucoup de Roumains à qui on soumettrait ces chiffres rétorqueraient que ceux qui sont comptabilisés comme « Roumains » sont en fait des Gitans ou Tziganes, se dédouanant et rejetant ainsi la faute sur une population discriminée et désignée comme « étrangère de l'intérieur ». La présence de ces Tziganes (originaires donc en partie, voire grande partie, de Roumanie) est de fait de plus en plus visible dans les rues d'Istanbul, où ils occupent des emplois de rues (« les joueurs d'accordéon » sur l'avenue İstiklâl). Mais de là à dire que tous les Roumains arrêtés à Istanbul sont des Gitans, il y a bien sûr un pas inadmissible.
- 8 La presse turque, elle, ne fait pas toujours la distinction et assimile souvent –à tort ou à raison– les Tziganes aux Roumains. Cette confusion est de plus, en Turquie, confortée par une confusion linguistique. Les Roumains sont en effet indistinctement appelés *Rumen* ou *Romen*. Les Tziganes sont, eux, systématiquement appelés *Çingene* dans le cas de Tziganes turcs, mais dans le cas des Tziganes originaires des Balkans, dont de nombreuses familles ont émigré à Istanbul, la dénomination peut être *Çingene* mais aussi *Romen* (ou *Roman*).
- 9 En fait, qu'il s'agisse de prostitution, de sida, de vols⁹³, de crimes⁹⁴, ou de mendicité, la stigmatisation des Roumains par le discours commun turc s'inscrit dans un schème général du discours dominant sur l'étranger, qui consiste à accuser celui-ci des maux qui rongent la société turque, en quelque sorte pervertie de l'extérieur. Dans cette logique, le sida est une importation et les stupéfiants sont introduits par les étrangers⁹⁵. Les discours de voisinage recourent, à cet égard, totalement les discours de presse. La présence d'un Roumain ou d'une famille roumaine dans une rue suscite la désapprobation et les diatribes les plus vives (la moindre bouteille de bière vide dans une poubelle de la rue lui est attribuée, etc.).
- 10 Toutefois, si la presse présente les Roumains comme des acteurs pivots de tous les trafics illicites, elle souligne aussi parfois leur situation de victime. Ainsi, cette femme, Marica, venue en Turquie pour retrouver son fiancé turc qui devait l'épouser et, qui, abandonnée par cet homme, après avoir failli mourir de faim, s'est prostituée pour nourrir son enfant⁹⁶. D'autres articles relèvent, par exemple, que les Roumains, poussés par la misère, seraient victimes de trafics d'organes⁹⁷.

Les travailleurs clandestins... et les vedettes

- 11 Enfin, les contrôles de police se multipliant, le nombre de travailleurs étrangers expulsés croît, et l'écho de la présence de ces travailleurs dans la presse aussi. Le pas est bien sûr vite franchi et ces travailleurs sont parfois accusés d'être responsables de la recrudescence du chômage en Turquie⁹⁸. Il est à noter que certains syndicats participent à ce discours présentant les Roumains comme des concurrents sauvages à la main-d'œuvre autochtone⁹⁹.
- 12 La presse turque se montre donc prolix pour relater les faits divers relatifs à cette présence clandestine, qu'il s'agisse d'arrestations ou de crimes en tout genre ; là encore, elle saisit l'occasion de criminaliser¹⁰⁰ incidemment et de stigmatiser une population étrangère.
- 13 En revanche, au-delà de ces aspects sensationnels, la Roumanie en elle-même, sa culture et sa vie politique interne, retiennent relativement peu l'intérêt de la presse

turque. C'est l'important commerce officiel, et le succès des entreprises turques en Roumanie, qui suscitent le plus de commentaires, à l'exception bien sûr des cas de visites officielles respectives. De nombreux articles insistent par exemple sur les investissements du holding Bayındır ou encore de la construction de la brasserie Efes Pilsen à Ploiești. Dans l'ensemble, les excellentes relations entre les deux pays sont régulièrement soulignées.

- 14 À une exception toutefois, et non des moindres, celle de l'implantation du PKK en Roumanie qui, elle, est régulièrement dénoncée, notamment lors des voyages officiels des dirigeants turcs dans ce pays qui sont systématiquement l'occasion de demander le « nettoyage » de ce réseau¹⁰¹.
- 15 Enfin, un autre élément non négligeable, qui influence sans conteste l'image des Roumains en Turquie, est la présence de footballeurs roumains dans les équipes turques : en premier lieu Hagi, vedette de Galatasaray, surnommé communément le « Maradona des Carpathes », ou son coéquipier Popescu, qualifié par la presse « d'étoile roumaine » (*Romen Yıldızı*) ; sans parler du directeur technique de l'équipe de Galatasaray, toujours, Mircea Lucescu. Les performances de ces joueurs font l'objet de nombreux articles dans les pages sportives des quotidiens nationaux (de même que les performances de l'équipe nationale roumaine).
- 16 Depuis 1991, la Turquie a renoué politiquement avec la Roumanie. Il convient de nous interroger sur les formes de cette coopération, le poids réel de « l'excellence des relations bilatérales » -soulignée en Turquie comme en Roumanie- et l'impact de cette normalisation politique sur les perceptions réciproques des deux peuples.

NOTES

88. Depuis 1991, le terme de Natachas désigne en Turquie une prostituée de l'Est. Voir Philippe Blacher, « Aspect des nouvelles relations turco-russes depuis 1991 : la prostitution à İstanbul », *Lettre d'Information de l'OUI*, n° 9, mai 1996, pp. 11-13.

89. “Fuhuşa sınırışı” [Prostituées expulsées du pays], *Hürriyet*, 29/7/99, p. 9.

90. *Radikal*, 1/12/00, p. 12.

91. “Dilenci patlaması”, *Zaman-İstanbul*, 12/12/99, p. 16.

92. “Beşte bir Romen. İstanbul'da 10 bin dilenci dolanıyor” [Un mendiant sur cinq est roumain. À İstanbul, 10 000 mendiants rodent], *Özgür Bakış*, 11/12/99, p. 3.

93. “Hırsızın yakan poz” [La pose qui fait attraper le voleur], *Sabah-İstanbul*, 2/5/98, p. 3.

94. “Bahçelievler'de yanmış ceset” [Cadavre brûlé à Bahçelievler], *Cumhuriyet*, 20/12/99, p. 4.

95. Pour la drogue, la tendance est à la stigmatisation des ressortissants d'Afrique noire (particulièrement subsaharienne) dont le nombre et la visibilité dans les rues d'İstanbul se sont manifestement accrus ces dernières années. Voir, par exemple, “Karaşın Konular”, *Atlas*, İstanbul, janvier 2001, pp. 91-99.

96. *Akşam*, 15/9/99.

97. *Sabah*, 14/11/00, p. 26 ; *Cumhuriyet*, 8/9/00, p. 8.

98. “İstanbul kaçak işçi cenneti” [İstanbul, le paradis des travailleurs clandestins], *Hürriyet*, 15/2/99, p. 5.

99. “İşsizliğin nedeni yabancı işçiymiş!” [La cause du chômage, ce serait les travailleurs étrangers !], *Evensel*, 30/12/00, p. 4. Notons que ce quotidien de gauche critique avec virulence cette explication simpliste du chômage en Turquie.

100. “Sevgilisini kapam patronu bıçakladı” [Il a poignardé son patron qui avait pris celle qu’il aimait], *Sabah-İstanbul*, 26/12/01, p. 3.

101. Par exemple, en mai 1998, à l’occasion des visites du ministre de l’Intérieur turc (6-8 mai) et du ministre des Affaires étrangères turc (14-15 mai), voir les articles de *Milliyet*, 7/5/98 ; *Yeni Yüzyıl*, 10/5/98 ; *Zaman*, 13/5/98, etc. De même, les opérations lancées par la police roumaine contre le PKK en 1999 ont été largement couvertes par la presse turque : *Hürriyet*, 29/4/99 ; *Akşam*, 29/4/99 ; *Sabah*, 5/5/99 ; *Turkish Daily News*, 23/4/99. Des Kurdes de Roumanie se sont encore manifestés le 15 août 2001.

4. Les relations entre la Turquie et la Roumanie : normalisation politique et poids de l'histoire

- 1 Les relations bilatérales officielles entre la Turquie et la Roumanie sont aussi marquées du sceau du commerce. Une certaine prudence politique, plus le résultat d'une politique régionale hésitante de la Roumanie que d'une réelle défiance à l'égard de la Turquie, a marqué les premières années de cette normalisation.

Une normalisation des relations par le commerce

- 2 Les échanges n'étaient déjà, de toute façon, pas négligeables à la fin de la période communiste. Ils se montaient à 278 millions de dollars en 1987 (274 millions en 1988, 292 millions en 1989, 285 millions en 1990)¹⁰². Une ligne « roll on-roll off » entre Istanbul et Constanța avait déjà été créée en 1985, alors que les tensions entre la Turquie et la Bulgarie, consécutives à la campagne d'assimilation des Turcs de Bulgarie durant l'hiver 1984/85, avaient conduit les autorités bulgares à limiter les permis de transit octroyés aux transporteurs turcs. Les accords réglementant le commerce (prévention de la double taxation et promotion et protection des investissements réciproques) étaient déjà en vigueur en 1991.
- 3 Dès 1991, ces échanges se montent à 300 millions de dollars, 430 l'année suivante. Ce sont les entrepreneurs turcs, attirés par les potentialités du marché roumain, qui ont impulsé ce mouvement. Quoiqu'il disposant de peu de capitaux, les Turcs sont en effet actifs sur ce marché et investissent dans des domaines d'activités assez variés. 3000 firmes turques auraient investi en Roumanie de 1991 à 1994, chiffre qui passe à 4700 à la mi-1997, 5600 en 1999¹⁰³. Ce chiffre officiel cache toutefois une réalité un peu différente, puisque nombre de ces entreprises ne sont en fait que des prête-noms. La chambre de commerce d'Istanbul estimait, en 1997, que sur 4700 entreprises, il n'y en avait guère qu'un millier qui avait entrepris de réelles activités dans le pays¹⁰⁴.

Tableau 5 : Les échanges entre la Turquie et la Roumanie¹⁰⁵

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a
Exp. vers la Turquie (en millions de \$)	219	277	251	348	384	394	345	401	496
% du total des exp. roumaines	5 %	5,7 %	4,1	4,4	5 %				
Imp. vers la Turquie (en millions de \$)	176	147	151	251	185	359	468	268	236
% du total des imp. roumaines	4 %	3 %	2,5 %	2,4	1,9 %				
Total des échanges	385	424	402	599	569	753	813	669	732

^a Uniquement pour la période janvier-septembre 2000

Source : E.I.U. Country Profile, « Romania », 1998/99 pour les périodes 1992-96 ; sous-secrétariat turc au commerce extérieur pour la période 1997-2000.

Tableau 6 : Les investissements étrangers en Roumanie, en octobre 2000

Pays	Valeur du capital enregistré		Investissements étrangers Compagnies enregistrées	
	En milliers de \$	%	Nombre	%
Total	7 828 758	100	893	100
Pays-Bas	5 177 247	66,1	19	2,1
Allemagne	762 073	9,7	92	10,3
Turquie	547 730	7	73	8,2
Autriche	363 803	4,6	17	1,9
Grèce	341 818	4,4	11	1,2
Italie	260 465	3,3	150	16,8

Source : The National Trade Registry Office, Bucarest,

- 4 Les investissements turcs se dirigent principalement vers l'industrie agro-alimentaire et le secteur bancaire. Les investissements les plus importants ont été réalisés par *Efes Pilsen* qui a inauguré en décembre 1998 une brasserie à Ploiești¹⁰⁶. Le holding *Bayındır a*, lui, principalement investi dans le secteur bancaire et dans la construction. Il possède deux grands hôtels en Roumanie (« Majestik » et « Negoyu ») et est à l'origine de la création de la première banque turco-roumaine en mars 1994, la *Banca Turco-Romana* (BTR). D'autres entreprises turques sont présentes : *Pakmaya* qui exporte sucre, riz, olives et farine, *Degere* qui a remporté un contrat d'exploitation pétrolière en 1992, le groupe sidérurgique *Erdemir*, *Opa Ofset*, *Duran Ofset*, *Orsan*, *AKK*, *Kombassan*, *Tekfen*, *Rompak*, *Netaş*, *Gentrans*, etc.¹⁰⁷

- 5 De sources turques comme roumaines, il y aurait quelques 15 000 hommes d'affaires turcs en Roumanie, sans qu'on connaisse bien la durée de séjour de ces entrepreneurs¹⁰⁸. Ainsi, lors d'un entretien en mai 2001 avec le responsable (un Turc d'origine macédonienne) d'une société assurant la confection et la commercialisation de vêtements en cuir, à Zeytinburnu, celui-ci nous a avoué faire le voyage en Roumanie « au moins une fois par mois ». Il y gère l'achat et le transport de peaux de mouton, dont les prix sont, nous dit-il, beaucoup plus attractifs en Roumanie qu'en Turquie.
- 6 Aux installations d'entrepreneurs turcs, il faudrait ajouter ces allers-retours d'hommes d'affaires, plus difficilement saisissables. Les liaisons quotidiennes de *Turkish Airlines* sur Bucarest en témoignent, ces « navettes commerciales » sont fréquentes.
- 7 Conséquence de ces investissements turcs, la présence turque est très visible dans les rues de Bucarest. Le premier grand centre commercial ouvert à Bucarest est le résultat d'un investissement turc¹⁰⁹. *Ziraat Bankasi*, *Demirbank*, *Garanti Bank* ou encore *Sümerbank* s'affichent dans les rues de la capitale, les Bucarestois mangent des glaces *Mado* et s'approvisionnent chez *Gima*, etc.
- 8 L'image du Turc arriéré, résultat d'une domination ottomane mal digérée, et l'image du Turc corrompu et indigent, résultat de 50 ans de communisme, tendent donc forcément à s'atténuer avec la visibilité de cette présence commerciale, sans que l'on puisse bien sûr mesurer cette évolution et son impact.

Des relations politiques somme toute prudentes

- 9 Jusqu'au changement de gouvernement en Roumanie à la fin de l'année 1996, les relations politiques sont, elles, singularisées par une sincère, mais simple, cordialité. Cette cordialité s'est illustrée par les visites annuelles des Présidents de ces deux États dans l'autre pays, phénomène sans précédent et sans équivalent dans les Balkans. À force de rencontres, les deux Présidents en exercice à l'époque (Ion Iliescu et Süleyman Demirel) affichaient publiquement une amitié de bon aloi. C'est également avec ce pays que la Turquie a signé son premier traité de « normalisation » (traité d'amitié et de coopération) dans la région (septembre 1991).
- 10 Toutefois, durant toute la période Iliescu (1991-1996), si ces relations étaient cordiales et si la volonté de développer les échanges était incontestable, la Roumanie est restée frileuse dans ses relations avec la Turquie, notamment dans les domaines les plus sensibles. Elle s'est, par exemple, longtemps opposée au déploiement de troupes turques de « maintien de la paix » en Bosnie-Herzégovine¹¹⁰ et aucun accord militaire d'importance n'a été signé entre les deux pays. Cette tiédeur reflétait en fait les positions ambiguës sur la scène balkanique (et au-delà) de l'équipe Iliescu. Alors que l'attention des forces politiques du pays était monopolisée par les contentieux avec les voisins du nord (Hongrie, Ukraine, Russie, Moldavie), la Roumanie a plutôt cherché à s'impliquer le moins possible dans les affaires balkaniques. Elle restait notamment soucieuse de ne pas s'aliéner la Grèce et la Serbie avec lesquelles elle entretenait de bonnes relations. Elle a donc développé des relations relativement stables avec l'ensemble de ses voisins méridionaux et a soigneusement évité de s'engager dans une coopération politique ou militaire trop étroite avec la Turquie.
- 11 Les élections présidentielles et législatives de novembre 1996, qui ont amené au pouvoir l'opposition libérale, ont marqué un tournant aussi bien sur le plan de la politique

intérieure que sur le plan diplomatique¹¹¹. Les nouveaux dirigeants ont multiplié les déclarations sur leur volonté d'ancrer définitivement la Roumanie à l'Ouest et ils ont fait une priorité de l'adhésion de leur pays à l'OTAN¹¹². Avec ce changement de gouvernement, les relations avec la Turquie, aussi bien politiques qu'économiques, ont pris l'allure d'une réelle coopération.

- 12 Les visites bilatérales se sont succédé dès le début de l'année 1997 et, en avril, les deux gouvernements ont signé un accord de libre-échange, d'ailleurs le premier du genre signé par la Turquie dans la région. Une réelle coopération militaire a également été mise en place et s'est illustrée par la tenue de manœuvres bilatérales en avril 1998 et de nouveau en novembre 1999 au large de Constanta. En 1999 comme en 2000, les deux chefs d'état-major se sont rendus en visite dans l'autre pays. La Roumanie est par ailleurs le pays qui fournit le plus gros contingent au centre d'entraînement du Partenariat pour la paix d'Ankara. Les deux pays envisagent également une coopération dans un autre domaine sensible, le nucléaire, alors qu'un débat s'est engagé en Turquie sur la construction d'une centrale¹¹³. Les visites bilatérales sont également systématiquement l'occasion de réitérer le soutien de la Turquie à la candidature de la Roumanie à l'OTAN ou encore « l'absence de compétition dans leur candidature à l'U.E. » (!).
- 13 Quelques initiatives symboliques viennent couronner cette cordiale atmosphère : inauguration d'un square « Mustafa Kemal Atatürk » à Bucarest en décembre 1998, remise de distinctions officielles à l'ambassadeur de Turquie, aux chefs d'état-major respectifs, ou encore jumelage de la ville d'Istanbul avec celle de Constanța (où est concentré la minorité turque du pays), accord de jumelage signé le 22 mai 2001 à Istanbul dans le quartier de... Yenikapı !
- 14 Enfin, notons que le sort de la minorité turco-tatare du pays ne crée pas de contentieux entre les deux pays. De fait, c'est plutôt le sort de la minorité hongroise de Transylvanie qui monopolise l'attention de l'opinion publique et des mouvements d'extrême droite. Les Turcs de Roumanie disposent de deux sièges à l'Assemblée nationale et semblent relativement bien « intégrés »¹¹⁴. Ils jouissent maintenant de la possibilité de suivre des cours de turc et une formation religieuse à Constanța, et la *Diyamet* (direction des affaires religieuses) a financé la création d'une école en Roumanie à Mecidiye (près de Constanța)¹¹⁵.
- 15 Tout comme les échanges commerciaux, cette convergence politique -réelle ou non, mais en tout état de cause affichée- participe au dépérissement des lourdeurs du passé, montrant « l'exemple de deux nations qui ont su laisser en arrière les aspects controversés de leur histoire, construisant des relations solides, mutuellement avantageuses »¹¹⁶.

Un certain nombre de controverses

- 16 Au niveau strictement bilatéral, le « dossier kurde » fait de l'ombre à « l'amitié et la collaboration exemplaire entre les deux pays ». Selon la presse et les dirigeants turcs, le PKK serait bien implanté en Roumanie. La presse avance le nombre de 5000 militants kurdes installés dans le pays, dénonce la présence de camps d'entraînement du PKK (« PKK'nın yeni bir adresi : Romanya »)¹¹⁷ et autres activités de racket auprès des entrepreneurs turcs présents dans le pays¹¹⁸. Le PKK aurait ainsi eu tout loisir de célébrer à Bucarest le 20ème anniversaire de sa création le 27 novembre 1998. Toujours

selon la presse turque, il financerait certains partis politiques roumains avec des fonds qu'il recevrait de la diaspora kurde en Europe. Depuis la signature par les deux pays d'un accord de lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et d'armes en 1998, les dirigeants turcs ont avec constance et fermeté demandé l'extradition des militants kurdes établis en Roumanie.

- 17 Bucarest a effectivement intensifié sa lutte contre les membres du PKK présents sur son territoire. Plus de trente militants ont été extradés vers la Turquie durant les quatre premiers mois de l'année 1999 et de nouvelles arrestations ont été opérées à la fin du mois d'avril de la même année¹¹⁹. De nouveau à l'automne 1999, les milieux kurdes ont fait l'objet de sévères contrôles. Cette pression sur la communauté a conduit 19 militants à entamer une grève de la faim¹²⁰. La presse turque réitère cependant épisodiquement ses dénonciations sans, bien sûr, que leur bien-fondé puisse être sérieusement estimé.
- 18 La crise bancaire en Turquie, et notamment, bien sûr, la faillite de la Banca Turco-Romana, suscite par ailleurs l'inquiétude en Roumanie. L'affaire a été largement couverte par la presse roumaine¹²¹ et c'est finalement la « faillite » de la Turquie qui est visible dans tout le pays où la BTR avait ouvert jusqu'à 20 filiales. L'affaire de l'achat de la raffinerie *Petromidia* par la firme turque *Akmaya*, qui n'aurait pas rempli ses obligations contractuelles, motive également d'amers commentaires sur la fiabilité des entrepreneurs turcs¹²².
- 19 En revanche, les quelques affaires d'espionnage industriel qui ont valu à un Turc d'être emprisonné pendant quatre ans à Constanța¹²³, comme les contentieux entre pêcheurs turcs en mer Noire et autorités roumaines¹²⁴, n'ont pas d'influence notable sur les relations bilatérales.
- 20 À terme, les deux pays pourraient se retrouver en concurrence sur un certain nombre de dossiers, et notamment sur les voies d'acheminement des hydrocarbures (et autres marchandises) du Caucase et de l'Asie centrale vers l'Europe. La Roumanie, comme tant d'autres pays, et notamment comme la Turquie, aspire à se placer au centre de ces voies de transport en gestation aujourd'hui dans la région. Elle compte, pour cela, sur son port de Constanța, relativement bien équipé (terminaux spécialisés, installations ro-ro, etc.), de capacité non négligeable¹²⁵, relié au Danube par le canal Cernovodă, et depuis 1992 également au Rhin via le canal Rhin-Main-Danube. La Roumanie a notamment développé un actif *lobbying* auprès de la Géorgie -seul pays de Transcaucasie à disposer de ports- pour l'ouverture de lignes-ferries sur Constanța. Ces lignes-ferries Caucase-Balkans permettent de contourner la Turquie (et le goulot d'étranglement que représente Istanbul) et la Russie (où les réseaux sont en mauvais état et surchargés). La Roumanie pourrait également faire de l'ombre à la Turquie sur le dossier énergétique. Le projet de pipeline Constanța-Trieste entre en effet directement en concurrence avec les projets russe (Baku-Novorossisk-Bosphore) et turc (Baku-Ceyhan). Les études de faisabilité sont en cours, financées par l'Italie, via sa compagnie pétrolière ENI. Le principal obstacle à ce projet était la réticence des États-Unis à propos du passage par la Serbie que le tracé Constanța-Trieste implique. Or, les changements de direction politique à Belgrade pourraient remettre à l'ordre du jour ce projet.
- 21 Les controverses soulevées par la nouvelle réglementation, imposée par la Turquie en juillet 1994, sur le passage du Bosphore sont aussi liées à ce dossier « énergétique ». Les autorités roumaines accusent les Turcs de prendre des mesures abusives et d'entraver

la liberté de passage des détroits afin d'imposer la construction du pipeline Baku-Ceyhan¹²⁶. Le cas des navires roumains « S.G. Entreprise » et « Iris Star » qui ont été bloqués à l'entrée du Bosphore par les autorités turques en juillet 2000 pour ne pas avoir respecté les réglementations sur la longueur des embarcations, a relancé cette controverse. Toutefois, signe d'une réelle volonté, côté roumain, de ne pas « antagoniser » la Turquie, Bucarest ne s'est pas jointe à la Grèce et à la Russie dans les recours que ces deux pays ont formulés auprès de l'Organisation Maritime Internationale (IMO).

Le poids de l'histoire dans le cas turco-roumain

- 22 Les propos des Roumains à Istanbul illustrent bien cette persistance de ressentiments de ce peuple envers les successeurs des Ottomans. C'est contre l'Empire ottoman que les peuples balkaniques se sont érigés en nation. Ce phénomène d'inimitié constitutive n'est pas une particularité des Balkans. Ce qui l'est, en revanche, c'est la difficulté des pays de la région, plusieurs décennies voire un siècle après leur combat pour l'indépendance, à surmonter cette inimitié. Celle-ci prend dans les Balkans les aspects (caricaturaux) d'une lutte entre le christianisme et l'islam, entre la civilisation et l'obscurantisme, en un mot, entre le Bien et le Mal.

Tableau 7 : Les passages de navires commerciaux par le Bosphore en 1998

Pays ou pavillons	Total des bateaux	Pourcentage faisant une escale à Istanbul
Russie	6061	49 %
Ukraine	5304	54 %
Malte	4666	26 %
Syrie	2203	7 %
Panama	1094	16 %
Bulgarie	1053	24 %
République de Chypre	1164	0 %
Grèce	829	11 %
Roumanie	682	8 %
Liban	438	9 %
Honduras	415	23 %
Libéria	324	17 %

Total (*)	25 304	33 %
-----------	--------	------

Source : Deniz Ticaret Odası (Chambre de Commerce Maritime), İstanbul, 1999.

(*) Ce total comprend l'ensemble des pays répertoriés, et non pas seulement les plus importants, qui figurent sur le tab. ci-dessus. Nota : Il s'agit des statistiques par pavillon. Celles-ci sont donc faussées par le recours fréquents, entre autres par la Roumanie, à des pavillons de complaisance. Ainsi, les deux navires roumains arraisonnés en juillet 2000, le minéralier « S.G. Entreprise » et le pétrolier « Iris Star », battaient-ils respectivement pavillon des Bahamas et de Malte.

- 23 Le Turc souffre alors d'une image particulièrement négative. Il représente le barbare, inculte mais cruel oppresseur des peuples balkaniques. Ces stéréotypes négatifs à l'encontre des Turcs sont particulièrement persistants. Ils sont véhiculés par de nombreux proverbes et poèmes, par une littérature en tout genre et même par les manuels scolaires. À cet égard, l'affaire des boulangeries turques est révélatrice de la persistance de ces stéréotypes : dès le milieu de l'année 1992, 150 boulangeries turques étaient établies en Roumanie¹²⁷. Très vite, la rumeur que ce pain était empoisonné a commencé à circuler dans la capitale roumaine et ailleurs. De même, selon une autre rumeur, ce serait de Turquie que serait originaire l'épidémie de choléra qui s'était déclenchée en Roumanie en 1994¹²⁸.
- 24 Dans ce contexte, on pourrait s'étonner de la présence de cette communauté roumaine à İstanbul. De fait, İstanbul reste Constantinople dans l'imaginaire des peuples balkaniques. Pour autant, le cas de la Roumanie est particulier dans les Balkans. Premièrement, *Constantinople* n'exerce pas la même attraction pour tous les peuples balkaniques. Les deux autobus affrétés (via les services du consulat) à İstanbul pour assister aux Pâques orthodoxes en avril 2001 font ainsi bien pâle figure, face aux milliers de Grecs qui s'y sont déplacés pour la même occasion. De plus, bien que tendanciellement turcophobes, les Roumains focalisent leur « inimitié nationale » sur d'autres peuples, et notamment les Russes et les Hongrois. La nécessité de lutter contre d'autres « menaces » jugées plus sensibles peut alors justifier une coopération avec la Turquie, et, quoi qu'il en soit, relativise le poids de l'inimitié contre les Turcs dans l'inconscient collectif. Depuis 1991, ce sont surtout les Hongrois qui sont la cible des dénonciations des partis nationalistes roumains. Quant à la presse et l'opinion publique, les rumeurs précitées témoignent bien de la présence d'une turcophobie latente mais c'est, là encore, surtout contre la « cinquième colonne hongroise » que se déchaîne la presse et que les peurs des citoyens se focalisent. La Turquie ne suscite d'ailleurs qu'un intérêt limité ; seules ses relations avec l'Union européenne et les relations économiques entre les deux pays font l'objet d'une réelle couverture médiatique. Les crises politiques en Turquie ou encore la montée du parti islamiste, qui éveillent ailleurs dans les Balkans de nombreuses peurs, motivent, en Roumanie, des commentaires toujours modérés¹²⁹.
- 25 Enfin, l'historiographie roumaine (et notamment, Nicolas Iorga, le grand historien roumain du début de ce siècle) a finalement assez peu insisté -en comparaison avec les autres pays des Balkans- sur les pulsions expansionnistes des Turcs-Ottomans et sur l'oppression qu'ils auraient fait régner sur la péninsule pendant des siècles¹³⁰. L'amitié avec la Turquie peut alors, là encore, être plus facilement acceptée par l'élite et la population.
- 26 D'autre part, l'appartenance pleine et entière des Roumains au monde européen n'est ni discutée ni discutable en Roumanie. Elle est même revendiquée comme un dû¹³¹.

L'adhésion à l'Union européenne, priorité de la politique étrangère de la Roumanie, semble toutefois tarder. Dans ce contexte, certains dirigeants s'interrogent sur le bien-fondé d'une politique exclusivement dirigée vers l'Occident et évoquent la possibilité de recentrer leur politique sur le théâtre balkanique et pontique, et dans ce cadre, sur la Turquie. Celle-ci, perçue comme une puissance économique et politique régionale peu contournable, reste un pôle d'attraction *de facto* ; un pôle, de plus, susceptible de contrebalancer (mais pas d'annihiler) l'influence de la Russie¹³². Le pragmatisme bien compris semble donc l'emporter dans les rapports turco-roumains, au-delà des idéologies nationalistes mises à mal par les réalités géo-économiques.

NOTES

102. Source : *Devlet İstatistik Enstitüsü*.

103. *Cumhuriyet*, 8/7/99 ; *Turkish Daily News*, 8/7/99 ; *Anadolu Ajansı*, 5/7/99.

104. *Romanya. Ülke profili, mevzuat, girişimcileri ve Türkiye-Romanya serbest ticaret anlaşması* [La Roumanie. Profil national, législation, entrepreneurs turcs et l'accord de libre-échange turco-roumain], İstanbul, İstanbul Ticaret Odası (n° 1997-46), 1997, p. 94.

105. Ces chiffres varient considérablement selon les sources, roumaines ou turques, officielles ou non officielles, etc. Ainsi, pour la même période 1992-96, les statistiques officielles turques notent des totaux de respectivement 430 millions (1992), 453 millions (1993), 404 millions (1994), 670 millions (1995) et 750 millions (1996). Les évaluations de l'institut anglais *The Economist Intelligence Unit* sont généralement considérées comme fiables.

106. La construction de cette brasserie, d'une capacité de 100 millions de litres par an, aura coûté environ 140 millions de dollars. *Yeni Yüzyıl*, 19/10/96 ; *Marchés Est-Européens*, n° 321, 24 septembre 1996, p. 9 ; *Sabah*, 4/12/98 ; *Turkish Daily News*, 22/5/99. Cependant, plus chère que les bières de fabrication locale et en concurrence avec les marques allemandes, la bière Efes Pilsen ne semble pas avoir remporté grand succès dans le pays.

107. Sur ces investissements, voir *Hürriyet*, 9/8/95, 17/3/97 ; *Milliyet*, 25/11/97 ; *Cumhuriyet*, 17/6/96 ; *Yeni Yüzyıl*, 20/10/96, 21/10/96 ; *Zaman*, 3/7/97 ; *Radikal*, 21/5/01 ; *Sabah*, 24/11/97, 14/5/99 ; *Bucarest Matin*, 13/7/00, et *Romanya. Ülke profili...*

108. *Anadolu Ajansı*, 12/2/00 ; *Akşam*, 8/7/99 ; *Bucarest Matin*, 14/2/00.

109. Il s'agit, là aussi, d'un investissement du holding Bayındır. Ce centre a été inauguré en septembre 1999. Cf. *Anadolu Ajansı*, 19/6/98. Le coût total de la construction de ce centre commercial se monterait finalement à 35 millions de dollars. *Bucarest Matin*, 9-13/4/99. Voir également *Cumhuriyet*, 5/12/00.

110. Le Président Iliescu a semblé s'être rallié à la demande turque lors de la visite du Président Demirel à Bucarest en mars 1994 (voir ses déclarations durant la conférence de presse clôturant cette visite). *Turkish Probe*, 1/4/94, p. 15). Toutefois, quelques jours plus tard, Ion Iliescu se rendait en Grèce et réitérait son opposition au déploiement de casques bleus turcs en Bosnie. Georgi Georgiev, « La politique de la Roumanie à l'égard du conflit yougoslave (jusqu'à la fin de 1995) », *Études Balkaniques*, n° 2, 1996, p. 7.

111. Voir, par exemple, Edith Lhomel, « La Roumanie en 1996. Le renouveau politique », in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale*, édition 1997, Paris, La

Documentation française, 1997, pp. 113-120 ; Michael Shafir, Dan Ionescu, "Radical Change in Romania", *Transition*, 7 février 1997, pp. 52-54, 101.

112. Voir par exemple, Alfred Moses, "Romania's NATO Bid", *SAIS Review*, vol. XVIII, n° 1, hiver-printemps 1998, pp. 137-152.

113. *Bucarest Matin*, 8/7/99, 9-11/7/99.

114. Sur les droits juridiques, la situation dans les domaines de l'éducation et de la culture de cette minorité, voir *Romania. National, Ethnic, Linguistic and Religious Minorities*, Bucarest, Romanian Institute of International Studies, février 1993.

115. L'école « Kemal Atatürk » a été inaugurée en avril 1996 par le Président Demirel. *Cumhuriyet*, 19/4/96 ; *Hürriyet*, 8/4/96. Le Diyanet a également financé la rénovation de la mosquée « historique » Gazi Ali Paşa à Babadağ. Elle a été inaugurée par le Président Demirel en décembre 1998. *Anadolu Ajansı*, 2/12/98, 3/12/98.

116. Déclaration du Président Iliescu lors de la visite du Président Sezer en juin 2001. *Bucarest Matin*, 22-24 juin 2001.

117. *Sabah*, 5/5/99.

118. *Sabah*, 26/7/99 ; *Türkiye*, 22/7/99.

119. *Hürriyet*, 24/4/99, 29/4/99 ; *Anadolu Ajansı*, 22/4/99 ; *Sabah*, 5/5/99.

120. *AFP*, 15/11/99 ; *Central Europe Review*, 22/11/99.

121. Les échos qu'en donne le quotidien de langue française *Bucarest Matin* sont à cet égard éloquentes. Voir, par exemple et entre autres, les éditions des 10/1/00 et 7/1/00.

122. Le contrat a été finalement annulé par le FPS (Fonds des Propriétés de l'État). *Bucarest Matin*, 22/7/99, 26/7/99.

123. "Casus Türk'e 4 yıl hapis" [4 ans de prison pour l'espion turc], *Radikal*, 12/03/2001, p. 3.

124. Voir par exemple *Sabah*, 5/10/98 ; *Türkiye*, 23/5/00, 24/5/00 ; *Anadolu Ajansı*, 10/5/00. Les cas de controverses entre pêcheurs turcs et gardes côtiers sont, de toute façon, courants en mer Noire (au large des côtes roumaines mais aussi bulgares, ukrainiennes et géorgiennes).

125. Le port de Constanța peut recevoir des cargos et tankers de 150 000 dwt (dead-weight tonnage). Il est le seul de la mer Noire à pouvoir accueillir des navires d'une telle capacité. *Lloyd's. Ports of the World*, 1997, Colchester (G.B.), LLP Limited Legal and Business Publishing Division, 1997.

126. *Bucarest Matin*, 16/8/00.

127. *Newspot*, 10/9/92, p. 5.

128. *Le Monde*, 25/10/94 ; *RFE/RL Daily Report*, 6/10/94.

129. Voir l'analyse des discours de presse dans les Balkans conduite sous la direction de l'association bulgare ACCESS et publiée dans le semestriel *Balkan Neighbours*.

130. Mihai Miroiu, "Changing Attitudes Toward the Ottomans in Romanian Historiography", *New Perspectives on Turkey*, n° 12, printemps 1995, pp. 119-128.

131. Alexandra Laignel-Lavastine, « Le poids du nationalisme dans la transition roumaine », *L'Autre Europe*, n° 24-25, 1992, p. 120.

132. *Curierul National*, traduit et publié par *Le Courrier International*, 11-17 mars 1999, p. 19.

Conclusion : une chronique de l'éphémère et de l'invisible ?

- 1 Officiels ou non, les contacts se multiplient entre ces deux pays et ces deux peuples séparés par cinquante années de rideau de fer. Les navettes se font dans les deux sens, bien que dans des proportions différentes. La présence commerciale de la Turquie en Roumanie a une incidence notable -mais encore difficilement évaluable- sur la perception de ce pays en Roumanie. En revanche, la présence roumaine à İstanbul (de labeur ou de commerce) reste un phénomène semi-organisé à l'impact collectif marginal.
- 2 Il n'y a pas pour nous de « communauté roumaine » à İstanbul, au sens organique où on pourrait entendre ce terme, du fait des stratégies à l'œuvre, foncièrement individuelles, provisoires et spontanées. Il y a seulement une convergence momentanée de choix et de pratiques. Une collection d'individus partageant un destin commun et évoluant de temps à autre dans des territoires d'élection communs ne fait pas communauté, malgré les co-présences, les pratiques momentanées d'entraide et d'échanges d'informations.
- 3 La Turquie, et İstanbul avant tout, n'est donc plus pour ces travailleurs, comme pour ces commerçants roumains, l'eldorado d'il y a cinq ou six ans. Mais qu'İstanbul ait pu exercer -et exerce toujours dans une certaine mesure- un tel attrait reste un phénomène qui échappe un peu aux Occidentaux, habitués à voir les Turcs chercher à s'exiler dans un monde meilleur, ou en tout état de cause dans des pays économiquement plus développés que le leur. Mais ne nous y trompons pas, İstanbul exerce sur les Anatoliens un même attrait, et une même répulsion, encore que cette répulsion revête des formes et des motifs différents. De ce fait la distinction entre « mobilités internationales » et « mobilités nationales » n'a, à l'épreuve, pas de grande pertinence.
- 4 Le cas de la présence roumaine à İstanbul illustre bien à la fois le phénomène du commerce à la valise et celui du marché du travail clandestin dans les grandes métropoles du pourtour méditerranéen. Il s'agit de phénomènes certes intrinsèquement liés, mais pouvant évoluer différemment. Ce qui frappe en définitive c'est l'extrême rapidité des changements qui affectent ces activités labiles, dont la lisibilité demeure réduite. En effet, il suffit que le contexte politique, économique ou

juridique se modifie pour que ses activités se recomposent et s'adaptent aussitôt. La levée des visas pour les Roumains dans l'espace Schengen le 1^{er} janvier 2002 devrait ainsi avoir une notable influence sur la configuration des migrations de travailleurs roumains. En tout cas, l'existence de ces activités attire l'attention de l'observateur sur la « face cachée » des économies et des échanges métropolitains, dont la statistique officielle peine à rendre compte, alors même qu'elle constitue un des phénomènes socio-économiques majeurs dont les espaces métropolitains sont le théâtre.

Annexes

Les hôtels et pensions fréquentés par les Roumains à İstanbul (liste indicative)

Nom	Adresse	Standing	Présence de Roumains	Prix de la nuit (en dollar US)
Günay Otel	Namık Kemal Cad. n° 24,	moyen	quasi exclusive	5
Konuklar Hotel	Tiryaki Hasanpaşa Cad. No.10	élevé	marginale	25
Hotel Çetin (2)	Namık Kemal Cad., n° 49,	moyen	dominante certaines nuits	15-20
Akkuş Hotel	Tiryaki Hasanpaşa Cad. n° 49	moyen	dominante certaines nuits (les mercredis)	15-20
Mekke Otel	Küçük Langa Cad.	bas	dominante certaines nuits	3-4
Aksa Pansiyon	Küçük Langa Cad.	moyen	dominante	10
Hotel Elif	Küçük Langa Cad. n° 28	bas	dominante	5-10
Hotel Akyıldız	Langa Bostanları n° 6	moyen	dominante	10
Hotel Hobby	Büyük Langa Cad.	moyen	dominante	10
Hotel Sahilkent	Büyük Langa	moyen	dominante	10
Hotel Barış		moyen	dominante	8

Küçük Langa Cad. n° 15		
---------------------------	--	--

À l'est de Mustafa Kemal Cad.

Nom	Adresse	Standing	Présence de Roumains	Prix de la nuit (en dollar US)
Hotel Çetin (1)	Mesihpaşa Cad. Kızıldaş Sok. 10/12	moyen	quasi exclusive (par groupes)	15
Hotel Sera Gold	Paşazade Cad.	moyen	dominante (par groupes)	15
Hotel Burak	Ağa Yokuşu, n° 1, Kemal Pasa Mah.	élevé	marginale (individuelle)	20-25
Hotel Büyük Paris	Mesihpaşa Cad. n° 47	moyen	marginale (individuelle)	12
Hotel Büyüklevent	Gençtürk Cad. Laleli	moyen	marginale (individuelle)	15

Source : enquêtes conjointes, novembre et décembre 2000, juin 2001.

1. Entrée de l'Emniyet Otogarı (juin 2001)



2. Emniyet Otogarı, bus pour la Roumanie (novembre 2000)



3. Hôtel pour Roumains navetteurs Küçük Langa sok., Yenikapı



4. Entrée Bazaar Romania, Yenikapı (mars 2001)



5. Entrée Bazaar Romania, Bilir İş Merkez (mars 2001)



6. Entrée Bazaar Romania, Bilir İş Merkezi (mars 2001)



7. Küçük Langa sok. (février 1999)



8. Société-cargo près de l'Emniyet Otogarı (juin 2001)



9. Parking à Yenikapı, I (avril 2001)



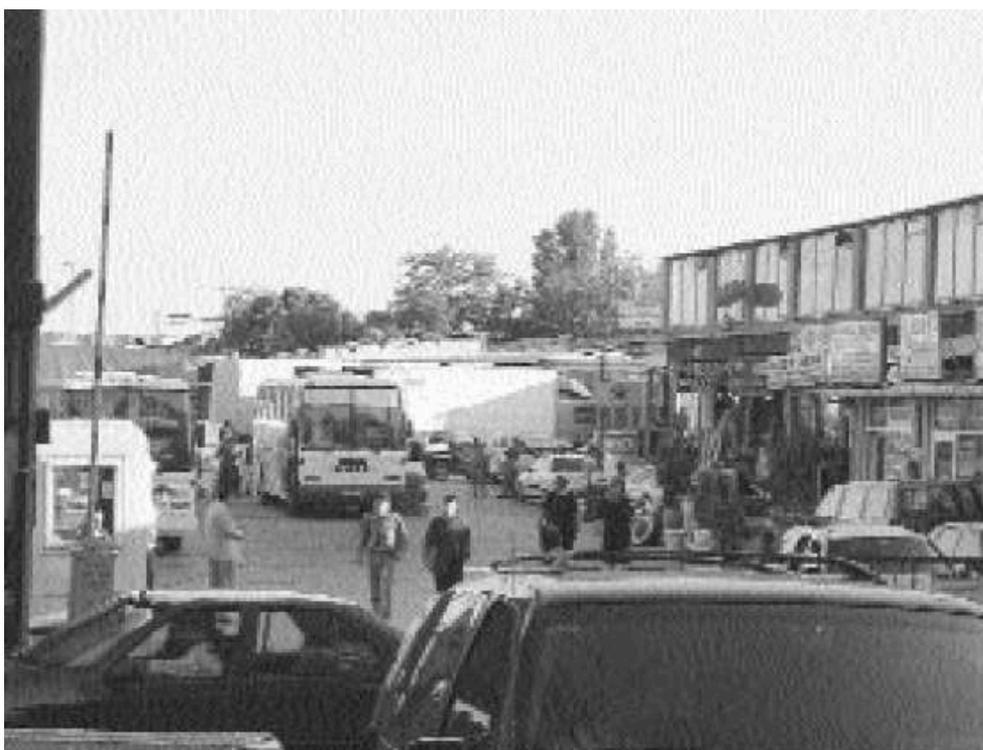
10. Parking à Yenikapı, II (juin 2001)



11. Emniyet Otagarı, I, sociétés de transport (mai 2001)



12. Emniyet Otogarı, II (avril 2001)



13. Enseigne en roumain à Yenikapı



14. Afghans de Yenikapı, I (juin 2001)



15. Afghans de Yenikapı, II (juin 2001)



16. Marché du travail de la zone industrielle de İkitelli (décembre 2000)



17. Boutique d'Ali au Bazaar Romania (mai 2001)



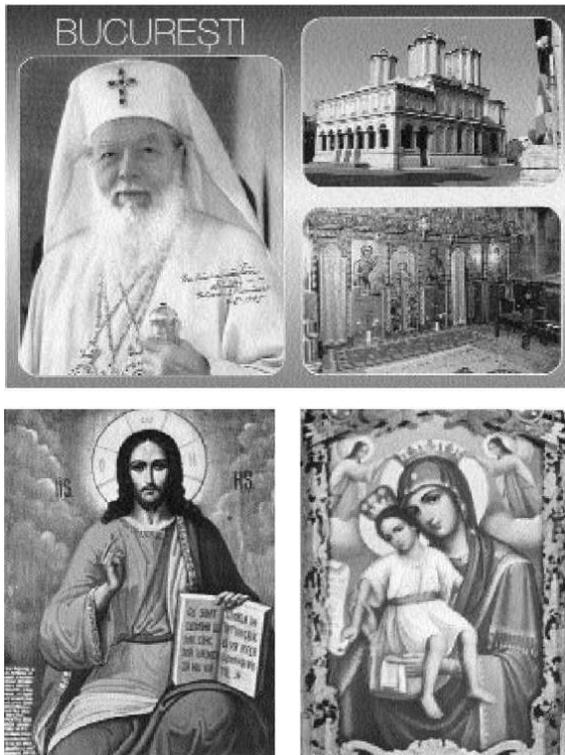
18. Restaurant à côté du Bazaar Romania, Büyük Langa (mai 2001)



19. Boutique de jeans d'un Bingöllü, Laleli



20. Images pieuses distribuées à l'occasion des Pâques roumaines d'Istanbul (avril 2001)



21. Arrivée d'un bus de Roumanie, Emniyet Garajı (mars 2001)



22. Boutique « Romanya », Küçük Langa sok. (avril 2001)



23. Coupure de presse : « Le marché des travailleurs roumains » (Sabah-Istanbul, 29/08/1998, p. 3)



Bibliographie

NOTE DE L'AUTEUR

Nota : plusieurs articles ayant été tirés des éditions internet de la presse quotidienne, il ne nous a pas toujours été possible de noter les numéros de page.

Aksoy A. & Robins K.(1993), “İstanbul’da Dinlenme Zamanı”, *İstanbul Dergisi*, “Küreselleşme İstanbul”, n° 7, octobre 1993, pp. 56-61.

Aksoy A. (1996), *Küreselleşme ve İstanbul’da İstihdam*, İstanbul, F. Ebert Stiftung, 60 p.

Aktar C & Ögelman N. (1994), “Recent Developments in East-West Migration: Turkey and the Petty Traders”, *International Migration*, vol. 32, n° 2.

Atauz A. & Atauz S. (1992), “Enformel Sektör, Kentsel İşgücü Pazarları, Sosyal ve Ekonomik Yapılanmalar Üzerinde Betimsel Tartışmalar”, *Planlama*, Ankara, n° 1-4, pp. 4-21.

Atauz A. (1992), “Enformel Sektör üzerine Enformel Tezler” [Thèses « informelles » sur le secteur informel], *Planlama*, Ankara, n° 1-4, pp. 22-24.

Bersoy T. (1989), *Enflasyonun Hanehalkı Üzerindeki Etkileri*, İstanbul İTO Yayınları, 59 p.

Bilgin İ. & Karaören M. (1993), “İkili Yapıda Bir şehir”, *İstanbul Dergisi*, n° 7, octobre 1993, pp. 36-39.

Blacher P.-S. (1996), « Les 'Shop-turisty' de Tsargrad ou les nouveaux russophones d'İstanbul », *Turcica*, n° 28, pp. 11-50. URI : <http://dx.doi.org/10.2143/TURC.28.0.2004337>

Buldam A. (1993), “Nasıl bir Uluslararası Finans Merkezi?”, *İstanbul Dergisi*, n° 7, octobre 1993, pp. 62-65.

Çınar M. E. (1994), “Unskilled Urban Migrant Women and Disguised Employment: Home- working Women in İstanbul, Turkey”, *World Development*, 22/3, pp. 369-380.

Diren M. (1993), “İstanbullunun Bilinci Belirleyici Olacak”, *İstanbul Dergisi*, n° 7, octobre 1993, pp. 40-49.

Ercan F. (1996), “Kriz ve Yeniden Yapılanma Sürecinde Dünya Kentleri ve Uluslararası Kentler : İstanbul”, *Toplum ve Bilim*, n° 71, hiver 1996, pp. 61-95.

Ercan F. (1996), “Altsözleşme İlişkilerine Dayalı Üretim”, *İktisat Dergisi*, n° 357.

Gangloff S. (2000), *La Turquie et les Balkans depuis 1990. Relations bilatérales, politique régionale et influences extérieures*, thèse de doctorat, Paris 1, février 2000, 668 p.

- Gürsel G. & Ulusoy V. (1999), *Türkiye’de İşsizlik ve İstihdam*, YKY, “Cogito/Ekonomi”, 158 p.
- Güvenç S. D. (s.d.), *İstanbul Tekstil Sanayinde Üretim Faktörleri. Ekonomik ve Mekansal Dağılım Örüntülerinin Bazı Özellikleri Üzerine*, Ankara, ODTÜ Mimarlık Fakültesi, şehir ve Bölge Planlama Bölümü.
- Güvenç M. (1992a), “General Industrial Geography of Greater İstanbul Metropolitan Area: An Exploratory Study”, in Tekeli et alii, *Development of İstanbul Metropolitan Area and Low-Cost Housing*, İstanbul, İBŞB, İula-Emme, pp. 112-160.
- Güvenç M. (1992b), *Introduction to Structural Landscape Analysis: Overviews on the Industrial Landscapes of Greater İstanbul*, thèse non éditée, ODTÜ, şehir ve Planlama Bölümü, Ankara.
- Güvenç M. (1993), “Metropol Değil Azman Sanayi Kenti”, *İstanbul Dergisi*, n° 5, pp. 75-81
- İkiteli’nin Durumu, Sorunları, Çözüm Yolları (1995) *İstanbul*, İTO Yayınları, n° 1995-5.
- İnan-Çınar A. (1988), *Apprenticeship, Child Labor and Small Scale Production in Turkey*, Boğaziçi University, master thesis, 123 p.
- İstanbul’un Ekonomik ve Sosyal Göstergeleri (1998), *İstanbul*, İTO, 44 p.
- İstanbul Sanayi Odası (Chambre d’Industrie d’İstanbul) (1981), *İstanbul Metropolitan Alanında Sanayi Yerleşim Planlaması*, İstanbul, İSO, Araştırma Dairesi, Yayın Sayısı n° 10.
- İstanbul Külliyyatı, Cumhuriyet Dönemi İstanbul İstatistikleri, 14 ; Sanayi (1950-1994) II, *İstanbul, İstanbul Büyükşehir Belediyesi*, 1998.
- İstanbul Sanayi Odası Rehberi, *İstanbul, İSO*, 1997, 2 vol.
- İstanbul Sanayi İstatistikleri, *İstanbul, İSO*, annuel.
- İstatistiklerle İstanbul Sanayi Odasına Bağlı Kuruluşlarda Değerlendirmeler, *İstanbul, İstanbul Sanayi Odası*, annuel.
- İstanbul Ticaret Odası, Ticaret Dokümantasyon şubesi (1999), *Yayın Kataloğu, 1995-1999*, Yayın n° 1999-73, 3 vol.
- Kaya G. (1981), *Le rapport ville-industrie. Le cas d’İstanbul*, thèse de 3°cycle, sous la dir. du prof. M. Rochefort, Paris I.
- Keyder Ç. (1994), “İstanbul Nasıl Satılır?”, *Forum*, janvier 1994.
- Keyder Ç. & Öncü A. (1993), *İstanbul and the Concept of World Cities*, İstanbul, Friedrich Ebert Vakfı.
- “Küreselleşme İstanbul”, *İstanbul Dergisi*, octobre 1993, n° 7, pp. 12-77.
- “Küresel İstanbul Üzerine Ne Dediler”, *İstanbul Dergisi*, “Küreselleşme İstanbul”, octobre 1993, n° 7, pp. 18-27.
- Keyder Ç & Öncü A. (1993), “İstanbul Yol Ayrımında”, *İstanbul Dergisi*, “Küreselleşme İstanbul”, octobre 1993, n° 7, pp. 28-35.
- Keyder Ç (1997), “Most of My Childhood Was Spent in Laleli”, *Méditerranéennes*, n° 10, hiver 1997-98, pp. 175-181.
- Köksal S. (1993), “Küresel Düzlemde Yeni Eğilimler”, *İstanbul Dergisi*, “Küreselleşme İstanbul”, octobre 1993, n° 7, pp. 50-55.
- Neidik B. (1995), *Small Business and Social Networking: the Case of İstanbul’s Jean Industry*, thesis (M.A.), Boğaziçi University, Institute of Social Science.
- Opçi T. (1999), “En Alttaki Entelektüel” [L’intellectuel qui est au plus bas], *Aktüel*, 8 avril 1999 (internet).
- Peraldi M. (1998), « Le cycle algérien dans Lâleli morose », *Lettre d’information de l’Observatoire Urbain d’İstanbul*, İstanbul, IFEA-G. Dumézil, n° 14, pp. 19-22.

- Peraldi M. (2001), « L'esprit du bazar : mobilités transnationales maghrébines et sociétés métropolitaines : Les routes d'Istanbul », à paraître.
- Pérouse J.-F. (1999), « Irruption et éclipse des navetteurs 'russes' à Istanbul (1988-1999). Remous et rumeurs dans la mégapole », *Slavica occitania*, Toulouse, 8, 1999, pp. 273-312.
- Romanya. Ülke Profili, Mevzuat, Girişimcileri ve Türkiye-Romanya Serbest Ticaret Anlaşması, *İstanbul, İstanbul Ticaret Odası (n° 1997-46), 1997, 154 p.*
- Spang-Grau I. (1994), *Die Handstrickerinnen von İstanbul*, Saarbrücken, Verlag für Entwicklungspolitik Breitenbach, Sozialwissenschaftliche Studien zu internationalen Problemen n° 189, 309 p.
- Standl H. (1994), *Die Industrieraum İstanbul. Genese der Standort-Strukturen und aktuelle Standortprobleme des verarbeitenden Gewerbes in der türkischen Wirtschaftsmetropole*, Bamberg, Fach Geographie an der Universität Bamberg (*Bamberger Geographische Schriften*, Heft 14), 1994, XVI+177 p., 37 tableaux, 12 fig. et 14 cartes hors texte.
- Şahin H. (1993), "Nasil Bir İletişim Başkenti ?", *İstanbul Dergisi*, "Küreselleşme İstanbul", octobre 1993, n° 7, pp. 66-71.
- Tarrius A. (2001), « Le lien social fort comme préalable à la réussite économique. Initiative des migrants entrepreneurs des économies souterraines internationales ; parcours, étapes, transactions commerciales », *Journal des Anthropologues*, janvier 2001.
- T.C. Maliye Bakanlığı (1999), *1999 Yıllık Ekonomik Rapor*, Ankara, Başbakanlık Basımevi, novembre 1999.
- De Tinguy A. (2000), "Le phénomène des 'tchelnoki' et la constitution d'espaces transfrontaliers dans la région de la mer Noire", in Bazin M., Kançal S., Thobie J., Tekelioğlu Y. (coord.), *Méditerranée et mer Noire entre mondialisation et régionalisation*, Paris, L'Harmattan, « Varia Turcica », 2000, pp. 471-481.
- Tümertekin E. (1967), *İstanbul'da Bir Sanayi Bölgesi : Bomonti*, İstanbul, İstanbul Üniversitesi, yayın n° 1282.
- Tümertekin E. (1972), *Analysis of the Location Industry in İstanbul*, İstanbul, İstanbul Üniversitesi, yayın n° 1808, Geographical Institute, n° 77.
- Tümertekin E. (1984), « De l'état actuel du développement des activités industrielles à İstanbul », *Ege Coğrafya Dergisi*, n° 2, 1984, pp. 109-128.
- White J.B. (1991), "Women and Work in İstanbul. Linking the Urban Poor to the World Market", *Middle East Report*, novembre-décembre 1991, pp. 18-22.
- White J.B. (1994), *Money Makes us Relatives: Women's Labor in Urban Turkey*, Austin, University of Texas Press, 190 p.
- Zaim S. (1971), *Bölge ve şehir Plânlaması Yönünden İstanbul Sanayi Bölgeleri*, İstanbul Üniversitesi, yayın n° 1781, İktisat Fakültesi n° 304, 469 p.
- "Ak-al Romanya yolcusu" (Voyage d'Ak-al pour la Roumanie), *Radikal-Borsa*, 25/03/2001, p. 3.
- "Amele pazarında kavga var" (Lutte sur le marché du travail), *Radikal*, 10/03/2001, p. 11.
- "Bahçelievler'de yanmış ceset" (Cadavre brûlé à Bahçelievler), *Cumhuriyet*, 20/12/1999, p. 4.
- "Bavulcuları kaçırdık" (Les porteurs de valise nous ont échappé), *Türkiye*, 26/04/1999, p. 15.
- "Beşte bir Romen. İstanbul'da 10 bin dilenci dolanıyor" (Un sur cinq est roumain. À İstanbul 10 000 mendiants rôdent), *Özgür Bakış*, 11/12/1999, p. 3.
- "Bu yavrunun günahı ne !" (Quel péché cet enfant a-t-il commis !), *Akşam*, 15/09/1999.
- "Bükreş'te Maraş Dondurması !" (Les glaces de Maraş à Bucarest), *Cumhuriyet*, 5/12/2000, p. 8.
- "Çöplük horozları" (Les coqs de la décharge), *Radikal*, 28/09/2000, p. 6.

- “Değişimin yeni adresi Laleli” (Nouvelle adresse du changement, Laleli), *Yeni Yüzyıl*, 13/07/97.
- “Dilenci patlaması” (Explosion du nombre de mendiants), *Zaman-İstanbul*, 12/12/1999, p. 16.
- “Etfal’de bir Romen kadın” (Une femme roumaine à l’hôpital d’Etfal), *Özgür Bakış*, 09/07/2000, p. 3.
- “Fuhuşa sınırıldı” (Prostituées expulsées du pays), *Hürriyet*, 29/07/1999, p. 9.
- “Hırsız yakan poz” (La pose qui a fait attraper le voleur), *Sabah-İstanbul*, 02/05/1998, p. 3.
- “İstanbul kaçak işçi cenneti” (İstanbul, paradis du travail clandestin), *Hürriyet*, 15/02/1999, p. 5.
- “İşçiler de işyerleri de kaçak” (Les travailleurs et leurs lieux de travail aussi sont non déclarés), *Radikal*, 23/09/2000, p. 16.
- “İşsizliğin nedeni yabancı işçimi ?” (La cause du chômage, ce serait les travailleurs clandestins ?), *Evrensel*, 30/12/2000, p. 4.
- “İstanbul’un Romen ameleleri” (Les travailleurs roumains d’İstanbul), *Cumhuriyet Dergi*, n° 746, 09/07/2000.
- “Kaçak işçi çalıştıran yandı” (Celui qui emploie au noir est fichu), *Sabah*, 30/01/2001, p. 7.
- “Kaçak işçiye sıkı denetim” (Contrôle serré des travailleurs clandestins), *Cumhuriyet*, 03/12/2000, p. 5.
- “Kaçak Romen operasyonu” (Opération contre des clandestins roumains), *Sabah*, 26/09/1999.
- “Kombassan Romanya’da” (La holding Kombassan en Roumanie), *Radikal*, 21/05/01, p. 11.
- “Korsan rafineri sahibi Ö. tutuklandı” (Le propriétaire d’une raffinerie illégale a été arrêté), *Cumhuriyet*, 13/11/2000, p. 9.
- “10,5 milyon işçi kaçak” (10,5 millions de travailleurs non déclarés), *Radikal*, 30/09/2000, p. 12.
- “Laleli’de değişim rüzgarı” (Vent de changement à Laleli), *Cumhuriyet*, 29/06/2000.
- “Laleli intikam aldı” (Laleli s’est vengé), *Cumhuriyet*, 14/12/2000.
- “Laleli Pire’lendi” (Laleli se Pirée-nise), *Sabah*, 18/03/2001.
- “Nataşa Vurgunu” (Détournement d’argent avec les Natacha), *Sabah*, 26/10/2000.
- “Önce bedenler satıldı” (D’abord, les corps ont été vendus), *Yeni Yüzyıl*, 14/09/97.
- “Romen amele pazarı” (Marché du travail roumain), *Sabah İstanbul*, 29/08/1998, p. 3.
- “Romen kız paniği” (Panique chez les filles roumaines), *Sabah*, 01/01/2000.
- “Sevgilisi erkeklere sattı” (Il vendait son amie à des hommes), *Sabah İstanbul*, 18/12/2000, p. 6.
- “Sevgilisini kapan patronu bıçakladı” (Il a poignardé son patron qui avait pris celle qu’il aimait), *Sabah-İstanbul*, 26/12/2001, p. 3.
- “Türkiye yabancı uyruklu cenneti” (La Turquie, paradis des ressortissants étrangers), *Cumhuriyet*, 16/07/2000, p. 3.
- “Üç beş Romen kızlar değil” (Il ne s’agit pas uniquement de trois ou quatre femmes roumaines), *Hürriyet*, 09/08/2001.
- “Yeni pazarlar daha hızlı büyüyor” (Les nouveaux marchés se développent plus vite), *Finansal Forum*, 19/10/2000, p. 16.